

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SEPTEMBRE 2017**

**N°173**

**TOME II**

<p style="text-align: center;"><b>SOMMAIRE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>RAA SEPTEMBRE 2017</b></p>
---

*Pages*

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS** (*Conseil du 27 septembre 2017*)  
(*TOME I*)

**11**

**PARTIE 2 : DECISIONS** (*Conseil du 27 septembre 2017*)  
(*TOME II*)

**11**

**PARTIE 3 : ARRETES**  
(*TOME II*)

**242**

**PARTIE 4 : CERTIFICAT D'AFFICHAGE**  
(*TOME II*)

**460**

PARTIE II – SOMMAIRE  
Conseil du 27 septembre 2017  
Décisions prises par le Président  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° AFFAIRE	TITRE	PAGE
D2017-268	Décision relative à un avenant n°1 au contrat n°CM140422 de maintenance des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS	11
D2017-367	Décision relative à l'attribution du marché n° 4716 AT 17 portant sur la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'espace public du Projet Urbain Partenarial Prado Concorde à Castelnau-le-Lez	13
D2017-384	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BB 392 appartenant à la SCI Les Routous - Commune de Vendargues	15
D2017-395	Décision relative au déclassement de trois emprises situées dans la ZAC Nouveau Saint Roch rue du Grand Saint Jean à Montpellier	17
D2017-409	Décision relative à l'attribution du marché n°4619 EP 16 relatif au réaménagement de la rue de la Croix Lavit et de la rue de la Galéra - Commune de Montpellier	19
D2017-418	Décision relative à l'attribution du marché n°4634 EP 16 relatif à l'aménagement d'un cheminement piéton de la salle de boxe Jean Farré - Commune de Montpellier	21
D2017-432	Décision relative à l'attribution du marché n°4843AT17 portant sur les travaux de renforcement des routes Métropolitaines - Technique à chaud - Programme 2017/2018	23
D2017-442	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Euromédecine II - parcelle TB 6 (opération de logement d'ACM Habitat) - Commune de Montpellier - Autorisation de signature	25
D2017-461	Décision relative à l'avenant n°1 à la convention de partenariat pour la réalisation d'une expérimentation bénéficiant d'un travail de recherche sur l'adoption de comportements éco responsables des usagers d'une zone urbaine déterminée	27
D2017-463	Décision relative à l'augmentation du seuil maximum au marché 4362 T 16 - Maintenance - Entretien - Modifications et petites extensions du réseau pluvial - Autorisation de signature	29
D2017-468	Décision relative à la signature d'une convention de mandat d'études confiée à la Société Publique d'Aménagement L'Or Aménagement « Études préalables à la détermination du potentiel touristique et à la faisabilité de l'aménagement des berges du canal et du port de Pérols » commune de Pérols	31
D2017-481	Décision relative à un marché n°4933MG17 "maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid"- Convention constitutive de groupement de commandes - Autorisation de signer la Convention	33
D2017-490	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4546RI16 d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole et maintenance associée - lot 1 : travaux d'extension du réseau très haut débit	35
D2017-491	Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Netiwan	37

PARTIE II – SOMMAIRE  
Conseil du 27 septembre 2017  
Décisions prises par le Président  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

D2017-555	Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec l'Association des Chasseurs Défenseurs de l'Environnement de Jacou en vue de l'exercice du droit de chasse sur le Domaine de Viviers - Commune de Jacou	80
D2017-556	Décision relative à l'avenant n°1 à la convention des 6 et 28 mars 2014 portant mise à disposition de terrains le Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve-lès-Maguelone en vue de l'exercice du droit de chasse - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	82
D2017-558	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NETIA dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	84
D2017-560	Décision relative au transfert de domaine public entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Opération Campus Parvis de la résidence Fliche à Montpellier	86
D2017-561	Décision relative à la modification du calendrier des ouvertures et fermetures de l'Hôtel de Cabrières Sabatier d'Espéran, département des arts décoratifs	88
D2017-563	Décision relative à convention d'occupation temporaire du domaine privé au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier	90
D2017-565	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BM0114 située 6 rue des Écoles à Saint Jean de Védas	92
D2017-566	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AGV DISCOVERY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	94
D2017-568	Transfert d'un contrat d'emprunt souscrit initialement auprès du Crédit Lyonnais et de Depfa ACS Bank à la société FMS Wertmanagement	96
D2017-569	Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée AR 83 route de Ganges - Commune de Montpellier	98
D2017-571	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AY 250 auprès de la copropriété "Le Bragalou", rue de l'Aiguelongue - Commune de Montpellier	100
D2017-572	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre à bon de commande pour les prestations d'expertise juridique et foncière sur le quartier des Cévennes - Mandat SA3M	102
D2017-573	Décision d'ester en justice "Assignment TGI Syndicat des copropriétaires de l'immeuble les collines d'estanove"	104
D2017-575	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BV 155 (187 m²) auprès des époux MICHAL, rue du Mas de Lépot - Commune de Lavérune	105
D2017-576	Décision relative à l'attribution du marché n°4699EP16 de réaménagement de l'avenue de la Colline, de la rue Pierre Favier à la rue de l'Aubépine - Commune de Montpellier	107



PARTIE II – SOMMAIRE  
Conseil du 27 septembre 2017  
Décisions prises par le Président  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

D2017-594	Décision relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la commune de Montpellier - Parcelles cadastrées OO n° 17 - 18 et 19 - OL n° 29 - Commune de Montpellier	141
D2017-598	Décision relative à un marchés de travaux n°4733VD 17 - Lots n°1 et n°2 pour la réhabilitation du Point Propreté de Baillargues - Castries	143
D2017-599	Décision relative au marché de travaux n°4733 bis VD 17 lot n°3 et lot n°4 pour la réhabilitation du Point Propreté de Baillargues-Castries.	145
D2017-601	Décision relative au marché n°4518EA17 - Travaux de remise en état de la risberme du Lez rive gauche secteur Gramenet	147
D2017-603	Décision relative au marché n°4331DM16 - Fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des fermetures automatiques - Augmentation du montant du marché	149
D2017-605	Décision relative au marché n°4762CO17 - Rédaction d'articles pour les magazines et les sites internet de la Métropole et la Ville de Montpellier	151
D2017-606	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 4160EA16 lot1 - Travaux de construction de l'intercepteur est amont : réseau d'eaux usées du giratoire Fesquet au lotissement Naviteau et modification du pompage de deux postes de refoulement	153
D2017-607	Transfert de la compétence gestion de la voirie départementale sur le territoire métropolitain - Mise à disposition des sites de Marconi et Fabrègues -Procès-verbal de mise à disposition - Autorisation de signature	155
D2017-608	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LA PRADINIERE dans la ZAC Garosud extension à Montpellier	157
D2017-609	Décision d'ester en justice"Requête n°1703066-1 TA"	159
D2017-610	Décision relative à un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SILKAN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	160
D2017-613	Décision relative à l'avenant n°5 au marché n°4481DM16 portant sur l'exploitation du parc de stationnement de l'Hôtel de Ville	162
D2017-614	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise située chemin de la Peyrière, commune de Saint Jean de Védas	164
D2017-616	Décision relative au marché n°4778MM17 "Mission d'accompagnement et de conseil pour l'établissement et la mise en oeuvre du pacte de cohésion sociale, le suivi de la nouvelle organisation rassemblée et le conseil pour le développement des nouvelles politiques structurantes métropolitaines"	166
D2017-619	Décision relative à l'attribution d'un marché pour la réalisation d'une étude sur le potentiel économique et la programmation économique et commerciale du quartier de la Mosson	168
D2017-620	Décision relative à l'attribution du marché n°4491DM16 portant sur l'exploitation du parc de stationnement de l'Hôtel de Ville à Montpellier	170

PARTIE II – SOMMAIRE  
Conseil du 27 septembre 2017  
Décisions prises par le Président  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

D2017-647	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LA PRADINIERE dans la Zac Garosud Extension à Montpellier	204
D2017-649	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DP n°18 partie A sise avenue de la Restanque à Montpellier dans le cadre de la création d'un poste de refoulement des eaux usées	206
D2017-650	Avenant n°2 au marché 3233EA13 de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée de la Mosson sur les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone	208
D2017-651	Décision relative aux transferts de propriété de la Ville de Grabels dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole des ouvrages d'eau potable	210
D2017-652	Décision relative à la signature de la convention de prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée DP n°18 partie A sise avenue de la Restanque à Montpellier dans le cadre de la création d'un poste de refoulement des eaux usées	212
D2017-655	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle cadastrée DP n°18 partie B sise avenue de la Restanque à Montpellier	214
D2017-656	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de véhicules et piétons sur les parcelles cadastrées MT n°53, MV n°34 et MW n°250, sises commune de Montpellier - Aménagement de l'exutoire du Verdanson	216
D2017-659	Avenant n°2 au marché 3912 de réhabilitation des réseaux d'assainissement par technique sans tranchée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	218
D2017-660	Avenant n°1 au marché 4520EA16 relatif au système d'assainissement de MAERA - Etude du bassin versant unitaire du ruisseau des vaches	220
D2017-662	Décision relative à l'attribution du marché n°4893AT17 portant sur les travaux d'aménagement entre la rue du mas d'Armand et le carrefour giratoire du mas de Piquet à Grabels	222
D2017-663	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise agricole individuelle Crance - Location d'une partie d'un local sur le Domaine de Viviers	224
D2017-664	Décision relative à la régularisation du transfert de propriété, du SIVOM entre Vene et Mosson dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, des ouvrages d'assainissement situés sur les communes de Saint Georges d'Orques, Cournonsec et Lavérune	226
D2017-665	Décision relative au marché n°4813UH17 concernant la gestion des terrains familiaux pour les gens du voyage sur la commune de Pignan	228
D2017-671	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BT n°366, sise commune de Montpellier - Implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional	230
D2017-673	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de réseaux publics d'assainissement - Parcelle BL n°110 - Commune de Castelnau le Lez	232



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au contrat n°CM140422 de maintenance des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et de l'artisanat » ;
- VU la décision n°2015/0128 de la Ville de Montpellier approuvant le marché n°5A0342 de maintenance des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS, d'un montant annuel maximum s'élevant à 3 500 € H.T., conclu avec la société IMAGIS MEDITERRANEE SAS, 8bis rue Guizot, B.P. 71276, 30015 NIMES Cedex 1 ;
- VU le transfert de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et du marché ci-dessus incluant les licences IMARES ASSAINISSEMENT et IMAVOI ;
- VU la décision n°D2015-120 de Montpellier Méditerranée Métropole approuvant le contrat n°CM140422 de maintenance des logiciels IMAGIS, d'un montant annuel s'élevant à 4 862,02 € T.T.C., conclu avec la société IMAGIS MEDITERRANEE SAS ;
- VU l'acquisition d'une licence PCIBASE par la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, auprès de la société IMAGIS MEDITERRANEE SAS ;
- VU la fusion par absorption de GEOMAP SERVICES SARL et GEOMAP INFRASTRUCTURE SOLUTIONS SARL par la société IMAGIS MEDITERRANEE SAS renommée GEOMAP-IMAGIS SAS ;
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer la maintenance des licences IMARES ASSAINISSEMENT, IMAVOI et PCIBASE ;
- **CONSIDÉRANT** que seule la société GEOMAP-IMAGIS SAS peut réaliser ces prestations au regard des brevets dont elle dispose ;

**D E C I D E**



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n° 4716 AT 17 portant  
sur la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'espace public  
du Projet Urbain Partenarial Prado Concorde à Castelnau-le-Lez**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans les domaines de la Voirie et de l'espace Public,

**CONSIDERANT :**

- Que dans le cadre du PUP Prado Concorde il convient de réaliser des aménagements de l'espace Public importants, tels que le réaménagement des voies et espaces publics au droit de la place Charles de Gaulle avec y compris la gare de tramway et le déplacement du parking P+R, ainsi que de la rue du Prado Haut et Bas, et du carrefour Aristide Briand,
- Qu'une procédure adaptée ouverte de maîtrise d'œuvre a été lancée conformément aux dispositions de l'article 27 et 77 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à tranches avec une tranche ferme et une tranche optionnelle pour la durée des travaux estimée à 1 an,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%,  
Prix des prestations : 40%,
- Que le groupement SITETUDES (Mandataire) / SAS CITEC / SARL TRAVERSES sises Bat 17 Parc Club le Millénaire, 1025 av Henri de Becquerel, 34000 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché n° 4716 AT 17 – Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'espace public du projet urbain partenarial Prado Concorde au groupement SITETUDES (Mandataire) / SAS CITEC / SARL TRAVERSES, pour un montant de 152 600 euros HT pour la tranche ferme et optionnelle,  
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée court jusqu'à la fin des travaux.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BB 392  
appartenant à la SCI Les Routous - Commune de Vendargues**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse de cession en date du 26 juin 2017 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle BB 392 d'une superficie de 16 m<sup>2</sup> (issue de la parcelle BB 249), située Chemin des Carrières à Vendargues,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée BB 392 d'une contenance de 16 m<sup>2</sup> située chemin des Carrières à Vendargues auprès de la SCI Les Routous représentée par son gérant Monsieur POUGET.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est de 10 € le m<sup>2</sup> TCC soit un total de 160 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement de trois emprises situées dans la  
ZAC Nouveau Saint Roch rue du Grand Saint Jean à Montpellier**

- VU l'article L 5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et R 141-4 à R 141-9,
- VU l'Ordonnance 2017 - 562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et notamment les articles 9 à 12 de l'Ordonnance,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de Montpellier n° 2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant sur le transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain ;
- VU la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser plusieurs emprises à extraire du domaine public rue du Grand Saint Jean à Montpellier, avant de pouvoir les céder,
- **CONSIDERANT** que la désaffectation interviendra a posteriori dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision, dans la mesure où les nécessités du service public justifient le maintien de la fonction de desserte ou de circulation assurée par la voie,
- **CONSIDERANT** que cette opération peut porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par voie, et qu'il convient de procéder par enquête publique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole approuve le principe du recours à l'enquête publique permettant le déclassement du domaine public de plusieurs emprises situées rue du Grand Saint Jean à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'ouverture d'une enquête publique d'une durée de quinze jours, dont les modalités seront précisées par un arrêté métropolitain.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole décide que la désaffectation des emprises concernées n'interviendra qu'a posteriori, dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4619 EP 16 relatif au réaménagement de la rue de la Croix Lavit et de la rue de la Galéra - Commune de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans les domaines de la Voirie et de l'Espace Public ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Aqueduc, il est opéré au réaménagement de la rue de la Croix Lavit et de la rue de la Galéra sur la commune de Montpellier,
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 21 semaines. Le marché comprend 3 lots :
  - Lot n°1 : Voirie
  - Lot n°2 : Eclairage Public
  - Lot n°3 : Espaces Verts
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%),
  - Prix des prestations (40%),
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 avril 2017 a :
  - été informée de l'attribution du lot 1 du marché à l'entreprise EUROVIA sise Route de Lodève 34990 Juvignac présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - été informée de l'attribution du lot 2 du marché à l'entreprise SPIE City Networks sise 170 rue Henri Farman 34435 Saint-Jean-de-Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - été informée de l'attribution du lot 3 du marché à l'entreprise POUSSE-CLANET sise Avenue du Pays de Maurin 34970 Lattes présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4634 EP 16 relatif à l'aménagement d'un cheminement piéton de la salle de boxe Jean Farré - Commune de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre du PRU de la cité Gély, il convient d'aménager un cheminement piéton et un plateau sportif aux abords de la salle de boxe Jean Farré, entre la rue du Mas de Merle et la rue José-Maria de Heredia ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 4 mois.  
Le marché comprend 4 lots :
  - Lot n°1 : Voirie
  - Lot n°2 : Eclairage Public
  - Lot n°3 : Espaces Verts
  - Lot n°4 : jeux
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%)  
Prix des prestations (40%),
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 avril 2017 a :
  - été informée de l'attribution du lot n°1 Voirie du marché à l'entreprise MALET sise ZAC de la Louvade 18 rue des Cabernets 34130 Mauguio présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - été informée de l'attribution du lot n°2 Eclairage Public du marché à l'entreprise BOUYGUES ENERGIS sise 293 route de Prades-le-Lez 34980 Saint-Gély-du-Fesc présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - été informée de l'attribution du lot n°3 Espaces Verts du marché à l'entreprise POUSSE-CLANET sise avenue paysagère de Maurin 34970 Lattes présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4843AT17 portant sur les travaux de renforcement des routes Métropolitaines - Technique à chaud - Programme 2017/2018**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Rabii YOUSSEF dans les domaines de la voirie et de l'espace Public ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de lancer la programmation des travaux de renforcement des routes métropolitaines pour les années 2017 et 2018 ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de travaux fractionné avec une tranche ferme et quatre tranches optionnelles, pour une durée de onze mois pour l'ensemble des tranches ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Prix des prestations : 60%,  
Valeur technique au regard du mémoire justificatif : 30%  
Performance en matière de maîtrise de la qualité au regard du SOPAQ : 10% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 mai 2017 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché de travaux fractionné n° 4843AT17 portant sur les travaux de renforcement des routes métropolitaines - Programme 2017/2018, à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée sise à JUVIGNAC, pour un montant de 1 748 270,76 euros HT (toutes tranches à notifier comprises) Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de onze mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics  
de la Z.A.C. Euromédecine II - parcelle TB 6 (opération de logement  
d'ACM Habitat) - Commune de Montpellier - Autorisation de signature**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat » ;
- **CONSIDERANT :**
  - que la demande de permis de construire en date du 14 décembre 2016, déposée par ACM Habitat sur la parcelle TB 6 à Montpellier, représentée par Mme Claudine Frêche, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de l'Office du 14 septembre 2016, pour la réalisation d'un programme de logements,
  - que le permis de construire est déposé sur la parcelle TB 6, propriété d'ACM Habitat,
  - que l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme prévoit que lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone,
  - qu'ACM a déjà acquitté, dans le cadre d'un premier permis de construire (n°34 172 89V0500), délivré le 13 décembre 1989, d'une participation au titre des équipements généraux de la zone pour un programme de logements de 2 970 m<sup>2</sup> de S.H.O.N.,
  - que la surface de plancher supplémentaire liée à cette opération de démolition-reconstruction, s'élève à 2 252 m<sup>2</sup>,
  - que sur la base du programme de la Z.A.C., le montant de la participation au programme des équipements publics, pour ce sous-secteur, est de 50 €/m<sup>2</sup> de surface de plancher,
  - la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur (ACM Habitat) et l'aménageur de la Z.A.C. (S.E.R.M.), préalablement à la délivrance du permis de construire.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 à la convention de partenariat pour la réalisation d'une expérimentation bénéficiant d'un travail de recherche sur l'adoption de comportements éco responsables des usagers d'une zone urbaine déterminée**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
  - VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
  - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
  - VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
  - VU la délibération du Conseil relative aux délégations permanentes, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine « la Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;
  - VU l'article 14 3° de l'ordonnance du 23/07/2015 sur les marchés publics relatifs aux marchés de recherche et développement pour lesquels l'acheteur n'acquiert pas la propriété exclusive des résultats ou ne finance pas entièrement la prestation,
- CONSIDERANT :**
- Qu'une expérimentation sur l'adoption de comportements éco responsables des usagers d'une zone urbaine engagée en 2015 sur les îlots urbains de « la Mantilla » et de l'avenue du Mondial 98 dans le quartier Port Marianne de Montpellier a fait l'objet de la signature d'une convention de partenariat signée le 29 décembre 2014 entre la Métropole, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la société E3D Environnement (autorisation du Conseil par délibération n°12709 du 18 décembre 2014).
  - Que cette expérimentation montre un réel intérêt des habitants pour le passage à l'acte (4 à 5 éco gestes nouveaux adoptés en un an par 70% des usagers de la zone d'expérimentation participant régulièrement).
  - Que néanmoins l'évaluation concrète des impacts de ces changements de comportements sur les données physiques enregistrées dans le cadre du suivi de l'expérimentation se heurte à la faiblesse du nombre de données récoltées et à leur grande variabilité, ainsi qu'à l'influence trop importante des perturbations extérieures à la zone d'étude du fait de son étendue modérée.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'augmentation du seuil maximum au marché 4362 T 16 - Maintenance - Entretien - Modifications et petites extensions du réseau pluvial - Autorisation de signature**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Rabii YOUSSEF dans les domaines de la Voirie et de l'espace Public ;
- **VU** la décision n°2016-489 attribuant le marché n° 4362 T 16 relatif à la maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial à l'entreprise SCAM TP – Agence Sud-Est, sises à Cournonsec 34660 pour un montant de 800 000 euros HT toutes reconductions confondues et pour une durée de 4 années toutes reconductions confondues ;

**CONSIDERANT :**

- que suite à des circonstances exceptionnelles (augmentation non prévisible des travaux de raccordement des logements neufs), le seuil maximum a été atteint avant la fin de la période initiale. Une augmentation du seuil doit être faite pour permettre d'atteindre la fin de cette période. Cette augmentation sera de 4,99% du seuil maximum de 800 000 € HT, soit 39 920 € HT.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n°4362 T 16 relatif à la maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial avec l'entreprise SCAM TP – Agence Sud-Est, sise à Cournonsec 34660, pour un montant de 39 920 € euros HT.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne une augmentation du seuil maximum du marché pour un montant de 39 920 € HT, et modifie le montant global du marché qui passe de 800 000 € HT à 839 920 € HT.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 d'augmentation du seuil maximum du marché n° 4362 T 16 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention de mandat d'études confiée à la Société Publique d'Aménagement L'Or Aménagement « Études préalables à la détermination du potentiel touristique et à la faisabilité de l'aménagement des berges du canal et du port de Pérols » commune de Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°14283 du 24 novembre 2016 par laquelle le Conseil de métropole a approuvé les statuts de la Société Publique Locale L'Or Aménagement ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire pour laquelle et détient 3,57% du capital,
- VU la délibération n°14687 du 26 Juin 2017 par laquelle le Conseil de métropole a sollicité le versement d'un fonds de concours à la commune de Pérols en vue de participer au financement des études préalables à la détermination du potentiel touristique et à la faisabilité de l'aménagement des berges du Canal et du Port de Pérols,
- VU l'article L300-3 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** : qu'en vertu des statuts précités, la Société Publique Locale L'Or Aménagement a pour objet la réalisation, pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, de toute opération d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme :

*« études et aménagement sur tous terrains concernés, exploitation, gestion, entretien et mise en valeur par tous moyens des ouvrages et équipements réalisés, réalisation d'équipements collectifs, mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et des espaces naturels. ».*

**CONSIDERANT** : que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et touristique, envisage de réaliser sur le territoire de la commune de Pérols, une étude destinée principalement à déterminer le potentiel touristique du site du port et du canal de Pérols ;



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4933MG17 "maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid"- Convention constitutive de groupement de commandes - Autorisation de signer la Convention**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame E.LLORET en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans les domaines de l'Energie et de la transition énergétique,
- **CONSIDERANT** que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole.  
Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre. La maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid sont confiés par le service énergie de la ville de Montpellier à un prestataire de service.  
Ce contrat comprend une partie de maintenance préventive, qui est incluse dans les prestations couvertes par la convention entre les deux collectivités et une partie maintenance curative et travaux de dépannage qui en sont exclus.

Afin d'accroître la réactivité en cas de panne et d'optimiser la maintenance des équipements de production de froid, il apparaît pertinent que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole disposent du même prestataire pour réaliser la maintenance préventive, d'une part et la maintenance curative, d'autre part.

Un groupement de commandes publiques a été établi entre les deux collectivités en 2015, ce qui a permis l'attribution d'un marché dont la durée prend fin au 31 décembre 2017.

Ainsi, il est nécessaire de reconstituer un groupement de commandes publiques entre les deux collectivités selon la convention annexée à la présente décision.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser l'établissement d'un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4546RI16 d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole et maintenance associée - lot 1 : travaux d'extension du réseau très haut débit**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de l'artisanat ;
- VU la décision n°D2017-197 approuvant le marché n°4546RI16 d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole et maintenance associée, pour un montant de prestations rémunérées sur bordereau des prix unitaires maximum de 4 650 000€ HT, toutes reconductions comprises pour le lot 1 conclu avec la société SOGETREL, sise 401 parc de la Méditerranée, 34470 Pérols ;
- VU l'offre IBLO (Infrastructure de la Boucle Locale Optique) d'accès aux installations de génie civil souterraines et aériennes constitutives de la boucle locale filaire d'ORANGE, accessible aux opérateurs ;
- **CONSIDÉRANT** que cette offre, basée sur la réutilisation d'infrastructures existantes, présente des avantages liés principalement à la diminution importante des travaux de génie civil et donc des coûts et des nuisances associées ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4546RI16 d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole et maintenance associée – Lot 1 avec la société SOGETREL.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Netiwan**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 17 octobre 2016 au bénéfice de NETIWAN ;
- VU la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire;

**CONSIDERANT :**

- que la Métropole a approuvé l'évolution de la tarification d'accès à ses infrastructures par délibération n°14310 en date du 14 décembre 2016 ;
- que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base afin d'appliquer l'évolution tarifaire ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec l'opérateur NETIWAN.

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'accord-cadre à marché subséquent pour les prestations de géomètre pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la convention de mandat pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 29 novembre 2016 conclu avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de faire réaliser des études techniques préalables correspondant à des missions de géomètre sur les sites pressentis pour accueillir les projets d'aires d'accueil,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de géomètres pour une durée de quarante huit (48) mois non reconductible,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 30% et valeur technique de l'offre 70%,
- qu'après analyse, l'entreprise BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE, 134 rue Font Caude 34080 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord cadre à marchés subséquent pour les prestations de géomètres pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE, pour un montant maximum des commandes fixé à 100 000,00 euros HT. L'accord cadre prendra effet à la notification du marché envisagé première semaine de juillet 2017. Sa durée est de 48 mois non reconductible.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place de deux marchés de travaux - Réhabilitation de l'aire de grand passage de Lattes**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la convention de mandat pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 29 novembre 2016 conclu avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de faire réaliser des travaux de réhabilitation de l'aire de grand passage de Lattes,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'une consultation de marchés de travaux en 2 lots (chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé) : lot n°1 : Terrassements – Voirie – réseaux humides et lot n°2 : Réseaux secs, pour une durée de un (1) mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% valeur technique de l'offre et 40% pour le prix,
- qu'après analyse, l'entreprise JOULIE, ZA la Biste 82 rue Jean Baptiste Calvignac, 34670 Baillargues, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°1 (terrassements voirie et réseaux divers) et l'entreprise REEL MEDITERRANEE, VEAS Hannibal 165 rue de la billière 34660 COURNONSEC, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°2 (réseaux secs).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des marchés de travaux de réhabilitation de l'aire de grand passage de Lattes avec l'entreprise JOULIE, pour un montant de 219 405,05 € HT pour le lot n°1 (terrassements voirie et réseaux divers) et avec l'entreprise REEL MEDITERRANEE pour un montant de 45 792,71 € HT pour le lot n° 2 (réseaux secs).

Les marchés prennent effet à compter de leurs notifications pour une durée d'un mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4909VD17 - Broyage des déchets verts de la plateforme de traitement de Grammont**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- que la destruction accidentelle, suite à incendie, du broyeur de la plateforme de traitement de Grammont, menace la continuité du service public, notamment la prise en charge des végétaux en provenance des entreprises et l'alimentation de l'unité de méthanisation "AMETYST" en broyats indispensables au process de cette unité,
- que cette situation, imprévisible et indépendante du fait de Montpellier Méditerranée Métropole, nécessite dès lors le recours à une prestation palliative de broyage par une entreprise privée pour assurer la continuité du service,
- qu'en conséquence, une procédure d'urgence a été lancée conformément à l'article 25-I.1 et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, afin d'attribuer un marché d'une durée allant de sa notification au 31 mai 2018, marché reconductible 6 fois par périodes successives d'un mois pour une durée maximale de reconduction de 6 mois,
- que les critères d'analyse des offres, outre le prix (pondéré à 40%), étaient la valeur technique (pondérée à 60%) appréciée au regard des points suivants :
  - le type de broyeur proposé et son rendement,
  - le nombre de jours de broyage par semaine pour chacune des 48 semaines du marché,
  - les moyens mis en œuvre pour palier à un incident d'exploitation,
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 20 juin 2017 a attribué le marché à l'entreprise Alliance Environnement Exploitation, 130 rue Clément ADER, 34400 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché 4909VD17 de broyage des déchets verts de la plateforme de traitement de Grammont à l'entreprise Alliance Environnement Exploitation.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°4 au marché 3384MG14 - Marche de nettoyage des locaux des bâtiments administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
  - VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
  - VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
  - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration générale, du contentieux, du juridique et du protocole ;
  - VU la délibération n°11580 du 23 mai 2013, le Conseil a autorisé le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le marché de nettoyage et d'entretien des locaux administratifs de la Communauté d'Agglomération devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015.
- Après analyse des offres, le lot 1 du marché n°3384MG13 a été attribué à la Société Sud Service et notifié le 14 avril 2014 pour un an, renouvelable trois fois, pour un montant forfaitaire annuel de 221 833,46 € HT;
- Par délibération n°12580 du 30 octobre 2014, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 portant le marché (partie forfaitaire) à 224 047,34 € HT. Cet avenant portait sur une augmentation de surface (nouveaux bureaux Coupole Sud 5<sup>ème</sup> étage).
  - Par délibération n°13093 du 29 juin 2015, le Conseil a approuvé l'avenant n°2 portant le marché (partie forfaitaire) à 244 848,14 € HT. Cet avenant portait également sur une augmentation de surface (nouveaux bureaux Coupole Sud 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étage).
  - Par délibération n°13841 du 26 mai 2016, le Conseil a approuvé l'avenant n°3 portant le marché (partie forfaitaire) à 233 111,57 € HT. Cet avenant portait d'une part sur de nouveaux locaux à intégrer dans la prestation de nettoyage (pôles territoriaux) et d'autre part sur une réduction des cadences sur certains bâtiments administratifs.

**CONSIDÉRANT**

- que pour faire face aux nouvelles charges liées au transfert de la compétence Voirie du Département et à la récente organisation de la Direction de l'Action Territoriale (DAT), Montpellier Méditerranée Métropole occupe des locaux supplémentaires à Fabrègues et Montpellier pour les agents venant du Département mais également à Castries et Saint Georges d'Orques pour les besoins des pôles territoriaux, qu'il convient de nettoyer hebdomadairement.
- que 2 sites extérieurs (Laboratoire Santé Millénaire et Domaine de la Pompignane) sont à retirer de la liste des sites à nettoyer.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour le programme de réhabilitation des réservoirs d'eau potable sur le territoire de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la délibération n°13533 autorisant la signature de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation des réservoirs d'eau potable avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole sise 391 rue de la Font Froide 34090 Montpellier pour un montant estimatif de 277 000 euros HT ;

**CONSIDERANT :**

- La nécessité de mettre à jour la liste des ouvrages à réhabiliter,
- De mettre à jour le montant global de l'opération,
- De mettre à jour la rémunération du maître d'ouvrage délégué.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation des réservoirs d'eau potable avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole sise 391 rue de la Font Froide 34090 Montpellier, avenant d'un montant de -114 864 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que le nouveau montant relatif à la rémunération du maître d'ouvrage délégué est désormais de 162 136€ HT.

**ARTICLE 3 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 75.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la régie de recettes et d'avances du Protocole**

- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée.
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° 2006-456 modifiée, en date du 10 août 2006, portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès du Service Protocole, située 50 place Zeus à Montpellier,
- VU l'avis conforme du 12 juin 2017, du comptable assignataire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n° 2006-456 modifiée, est réactualisée comme suit.

**ARTICLE 2** : Cette régie est installée à l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

**ARTICLE 3** : La régie encaisse les produits suivants :

- Location du Domaine de la Providence (415, avenue du mondial de Rugby 2007 à Montpellier) :
  - Location salle de réception et dépendance avec une cuisine,
  - Location de terrasse et équipements extérieurs,
  - Location de la salle de réception du rez-de-chaussée avec cuisine et sanitaires,
  - Location de l'ancienne chapelle – salle de réunion,
  - Location de la totalité du Domaine de la Providence (hors bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, situés au 1<sup>er</sup> étage).

- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 15** : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 16** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 17** : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 18** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-526
Reçue en Préfecture le	18/07/17
Affichée le	18/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170718-lmc1145247-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CONSEIL à RODEZ (12000), pour un montant global de 7 500 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

4° Marché n°4831 AT17 (15/M0464) relatif aux «Comptages routiers et études de trafic des projets routiers du Département», conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec HORIZON CONSEIL mandataire / MEDIAE à MARSEILLE 513002), pour un montant global de 6 480 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

5° Marché n°4833 AT17 (17/M0056) lot 1 (Projets routiers et pistes cyclables) relatif à «Ingénierie géotechnique sur les routes départementales», conclu jusqu'au 31/12/2020, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec HYDROTECHNIQUE SUD-OUEST à SALLELES D'AUDE (11590), pour un montant global de 12 700 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

6° Marché n°4833 AT17 (17/M0057) lot 2 (Ouvrages d'art) relatif à «Ingénierie géotechnique sur les routes départementales», conclu jusqu'au 31/12/2020, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec GINGER CEBTP à JACOU (34830), pour un montant global de 12 700 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

7° Marché n°4835 AT17 (17/M0059) lot 3 (Territoire de l'aire métropolitaine) relatif à «Investigations géotechniques sur l'ensemble du territoire Héraultais», conclu jusqu'au 31/12/2020, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec FONDASOL à MONTPELLIER (34080), pour un montant global de 133 000 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

8° Marché n°4836 AT17 (15/M0169) lot 1 (Aire métropolitaine de l'est héraultais) relatif aux «Investigations complémentaires pour la direction, le marquage et le géo-référencement des réseaux», conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec SAS TP SUD mandataire / SCP BILICKI DHOMBRES / OSMO à CASTELNAU LE LEZ (34170), pour un montant global de 80 000 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

9° Marché n°4838 AT17 (15/M0039) lot 1 (Aire métropolitaine de l'est héraultais) relatif aux «Recherche d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les agrégats et dans les enrobés du réseau routier départemental», conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec GIGER CEBTP à JACOU (34830), pour un montant global de 20 000 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

10° Marché n°4839 AT17 (17/M0012) lot 2 (Signalisation verticale de police) relatif aux «Fourniture et pose de la signalisation verticale directionnelle, PPHM, de police, de chantier, de la signalisation d'information locale et d'équipements cyclables – Location et entretien de signalisation temporaire de chantier», conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec LACROIX SIGNALISATION, pour un montant global de 18 750 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

11° Marché n°4839 AT17 (17/M0029) lot 3 (Portiques potences et hauts mâts) relatif aux «Fourniture et pose de la signalisation verticale directionnelle, PPHM, de police, de chantier, de la signalisation d'information locale et d'équipements cyclables – Location et entretien de signalisation temporaire de chantier», conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec SES, pour un montant global de 11 750 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

12° Marché n°4841 AT17 (14/M0627) lot 1 (dispositifs de retenue en métal ou mixte bois et métal) relatif aux «Fourniture et pose de glissières de sécurité en bordure des routes départementales», conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec AXIMUM à VENDARGUES (34741), pour un montant global de 27 500 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

13° Marché n°4841 AT17 (14/M0628) lot 2 (dispositifs de retenue en béton) relatif aux «Fourniture et pose de glissières de sécurité en bordure des routes départementales», conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec AXIMUM



24° Marché n°4861 AT17 (15/M0227), multi attributaires, lot 3 (Zone géographique de l'aire métropolitaine de l'est héraultais) relatif aux «Entretien des espaces verts hors agglomération en bordure des routes départementales et traitements spécifiques», marché réservé conclu jusqu'au 31/12/2017, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec EAOS SERVICES – HOTRAVAIL MEDITERRANEE à GALLARGUES LE MONTUEUX (30660), pour un montant de 5 000 € HT / an pour le seuil minimum et 60 000 € HT / an pour le seuil maximum pour Montpellier Méditerranée Métropole, sur la troisième et dernière période du marché.

25° Marché n°4861 AT17 (15/M0263), multi attributaires, lot 3 (Zone géographique de l'aire métropolitaine de l'est héraultais) relatif aux «Entretien des espaces verts hors agglomération en bordure des routes départementales et traitements spécifiques», marché réservé conclu jusqu'au 31/12/2017, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec ATELIERS VALLEE DE L'HERAULT mandataire / SAPORTA à FLORENSAC(34510), pour un montant de 5 000 € HT / an pour le seuil minimum et 10 000 € HT / an pour le seuil maximum pour Montpellier Méditerranée Métropole, sur la troisième et dernière période du marché.

26° Marché n°4865 AT17 (16/M0435), lot 1 (Zone géographique de l'aire métropolitaine de l'est héraultais) relatif aux «Location de matériel léger pour l'entretien des routes départementales», conclu jusqu'au 31/12/2019, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec LOXAM à VENDARGUES (34740), pour un montant global de 2 500 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

27° Marché n°4866 AT17 (16/M0431), lot 1 (Zone géographique de l'aire métropolitaine de l'est héraultais) relatif aux «Location de matériel lourd pour l'entretien des routes départementales», conclu jusqu'au 31/12/2019, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec LOXAM à VENDARGUES (34740), pour un montant global de 2 000 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

28° Marché n°4867 AT17 (16/M0035), lot 1 (Zone géographique de l'aire métropolitaine de l'est héraultais) relatif aux «Location de matériel pour l'entretien des dépendances vertes au bord des routes départementales», conclu jusqu'au 31/12/2019, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec LOXAM à VENDARGUES (34740), pour un montant de 330 € HT / an pour le seuil minimum et 1200 € HT / an pour le seuil maximum pour Montpellier Méditerranée Métropole.

29° Marché n°4868 AT17 (16/M0488), lot 1 (Sel semi humide de type A ou B) relatif aux «Fournitures de sels de déneigement», conclu jusqu'au 31/12/2020, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec SAS ROCK à MULHOUSE (68055), pour un montant global de 3500 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

30° Marché n°4868 AT17 (16/M0489), lot 2 (Sel extra sec de type B) relatif aux «Fournitures de sels de déneigement», conclu jusqu'au 31/12/2020, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec SAS QUADRIMEX SELS à CAVAILLON (84300), pour un montant global de 767,50 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

31° Marché n°4873 AT17 (13/M0458) relatif aux «Visites de appuis immergés des ouvrages d'art de l'Hérault - Période 2014 - 2017», conclu jusqu'au 31/12/2017, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec SATIF OUVRAGES D'ART à LA TALAUDIERE (42350), pour un montant de 2 000 € HT / an pour le seuil minimum et 8 000 € HT / an pour le seuil maximum pour Montpellier Méditerranée Métropole, sur la troisième et dernière période du marché.

32° Marché n°4874 AT17 (13/M0390), lot 1 (Ouvrages de soutènement) relatif aux «Visites détaillée des ouvrages d'art de l'Hérault - 2014», conclu jusqu'au 31/12/2017, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec SEDOA à JUVIGNAC (34990), pour un montant global de 4 000 € HT / an pour le seuil maximum pour Montpellier Méditerranée Métropole, sur la troisième et dernière période du marché.

33° Marché n°4874 AT17 (13/M0391), lot 2 (Ouvrages en maçonnerie) relatif aux «Visites détaillée des ouvrages d'art de l'Hérault - 2014», conclu jusqu'au 31/12/2017, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec SOCOTEC INFRASTRUCTURES à SAINT QUENTIN EN YVELINES (78182), pour un montant de 2 000 € HT / an pour le seuil minimum et

pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec AXIMUM RGT à VENDARGUES (34740), pour un montant de 5 300 € HT / an pour le seuil minimum et 42 700 € HT / an pour le seuil maximum pour Montpellier Méditerranée Métropole.

44° Marché n°4837 AT17 (17/M0179), relatif aux «Modélisation 3D», conclu jusqu'au 12/06/2020, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec PIXXIM à MARSEILLE (13000), pour un montant global de 13 750 € HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-529
Reçue en Préfecture le	10/07/17
Affichée le	10/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170710- lmc1145259-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/07/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 6 :** Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- par chèque,
- par virement.

**ARTICLE 7 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 8 :** L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**ARTICLE 9 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à QUINZE MILLE EUROS (15 000,00 €).

**ARTICLE 10 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à QUATRE MILLE EUROS (4 000,00 €).

**ARTICLE 11 :** Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9, et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 13 :** Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 14 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 15 :** Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 16 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-530
Reçue en Préfecture le	18/07/17
Affichée le	18/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170718- lmc1145265-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-532
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811- lmc1145294-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-534
Reçue en Préfecture le	21/07/17
Affichée le	21/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170721- lmc1145339-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-538
Reçue en Préfecture le	11/07/17
Affichée le	11/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170711- lmc1145408-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/07/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la décision de résiliation, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-539
Reçue en Préfecture le	27/07/17
Affichée le	27/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170727-lmc1146381-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 27/07/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-541
Reçue en Préfecture le	31/08/17
Affichée le	31/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170831- lmc1145551-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/08/2017

M. J.-M. LUSSERT

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



La convention permet l'accès à un réseau de prestataires spécialisés desdits engins à un coût négocié, le montant des frais de gestion est estimé à 36 000 € HT sur la durée de 30 mois, le coût annuel des réparations est estimé à 170 000 € HT.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à adhérer à la convention de l'Union Générale des Acheteurs Publics permettant l'accès au marché subséquent relatif à l'accord-cadre ayant pour objet la gestion de flotte de véhicules industriels et engins spéciaux.

**ARTICLE 2 :** le marché subséquent est passé pour une durée de 30 mois à la Société de Distribution de Produits pour Véhicules (SDPV), titulaire de l'accord-cadre.

**ARTICLE 3 :** les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930 et 938.

**ARTICLE 3 :** toute personne ayant reçu délégation à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de fonction est autorisée à signer notamment la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-542
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811-lmc1145549-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-548
Reçue en Préfecture le	20/07/17
Affichée le	20/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170720-lmc1145702-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, Artisanat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-549
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811-lmc1145685-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-553
Reçue en Préfecture le	10/08/17
Affichée le	10/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170810-lmc1145754-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/08/2017

M. J.-P. RICO

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Transports et Mobilité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3** : La convention est conclue pour une durée courant de la date de la signature jusqu'au terme du marché conclu par l'UGAP soit le 26/04/2019. En cas de reconduction par l'UGAP dudit marché pour une période supplémentaire de 12 mois puis pour des périodes supplémentaires de deux fois six mois, la présente convention sera reconduite tacitement, pour la première reconduction jusqu'au 25/04/2020, pour la deuxième reconduction jusqu'au 24/10/2020 et pour la troisième reconduction jusqu'au 23/04/2021.

**ARTICLE 4** : Le montant estimatif annuel est de 30 000 euros HT, soit un montant estimatif de 45 000 euros HT pour la première période de 22 mois.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-554
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811-lmc1145775-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-555
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170817- lmc1145791-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 1 :** Un avenant n° 1 à la convention des 6 et 28 mars 2014 est consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice du Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve-lès-Maguelone, représenté par son Président Monsieur PEREZ Francis.

**ARTICLE 2 :** Les parcelles identifiées sous les références « section BB » sont remplacées par l'intitulé « section BM »,

**ARTICLE 3 :** Les parcelles situées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, cadastrées section AW n° 1 2 ; 6 & 50 sont ajoutées portant ainsi à 37 ha 60a 39 ca la nouvelle contenance mise à disposition du Syndicat précité.

**ARTICLE 4 :** les autres dispositions de la convention des 6 et 28 mars 2014 demeurent inchangées.

Décision n°	D2017-556
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170817-lmc1145794-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-558
Reçue en Préfecture le	17/07/17
Affichée le	17/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170717- lmc1145816-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-560
Reçue en Préfecture le	01/09/17
Affichée le	01/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170901-lmc1145997-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-561
Reçue en Préfecture le	17/07/17
Affichée le	17/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170717- lmc1145834-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/07/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3 :** Le contrat est conclu pour une durée de 4 jours, du 1<sup>er</sup> septembre 2017 au 4 septembre 2017 inclus.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Jean Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-563
Reçue en Préfecture le	17/07/17
Affichée le	17/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170717- lmc1145930-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

**ARTICLE 5** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

**ARTICLE 6** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-565
Reçue en Préfecture le	12/07/17
Affichée le	12/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170712-lmc1145992-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 12/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-566
Reçue en Préfecture le	17/07/17
Affichée le	17/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170717- lmc1145999-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **CONSIDERANT** la demande présentée par Depfa ACS Bank de procéder au transfert de ce contrat de prêt à FMS Wertmanagement,

- **CONSIDERANT** que le transfert de ce contrat, dont le capital restant dû est de 980 029,38 euros, ne change aucun des termes du prêt excepté le tiers auquel seront effectués les paiements restants dus jusqu'à échéance du prêt le 22 décembre 2018,

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le transfert du contrat à la société FMS Wertmanagement (dénommée FMS-WM), société de droit allemand dont le siège social est situé Prinzregentenstrasse 56, D-80538 Munich, Allemagne, est accepté.

**ARTICLE 2** : Monsieur Max LEVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer tous documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-568
Reçue en Préfecture le	21/07/17
Affichée le	21/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170721- lmc1146019-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2017

M. M. LEVITA

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-569
Reçue en Préfecture le	17/07/17
Affichée le	17/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170717- lmc1146049-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-571
Reçue en Préfecture le	01/09/17
Affichée le	01/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170901- lmc1146067-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord cadre à bon de commande « expertise juridique et foncière sur le quartier des Cévennes » au groupement conjoint AEDév/Hervé SELAMME, pour un montant estimé au DQE de 39 960 € HT (47 952 € TTC), le montant maximum de l'accord cadre à bon de commande étant de 40 000 € HT (48 000 € TTC). Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché. Sa durée est de 18 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-572
Reçue en Préfecture le	18/07/17
Affichée le	18/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170718-lmc1146081-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BV 155 (187 m<sup>2</sup>)  
auprès des époux MICHAL, rue du Mas de Lépôt - Commune de Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lavérune n°2016-11 en date du 2 mars 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2016-229 en date du 5 avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lavérune dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU le courrier des époux MICHAL en date du 27 juin 2017 acceptant les modalités du transfert de propriété de la parcelle BV 155 de 187 m<sup>2</sup> située rue du Mas de Lépôt à Lavérune,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux MICHAL la parcelle cadastrée BV 155 située à Lavérune, à l'euro symbolique, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : Maître Agnès BILLET-LLORCA, notaire à Pignan, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4699EP16 de réaménagement de l'avenue de la Colline, de la rue Pierre Favier à la rue de l'Aubépine - Commune de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;

**CONSIDERANT :**

- que suite aux travaux de réhabilitation du lycée professionnel Jules Ferry à Montpellier engagés par la région, il est opéré au réaménagement d'une partie de l'avenue de la Colline de la rue Pierre Favier à la rue de l'Aubépine et d'un tronçon de la rue des Eglantiers.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire comprenant deux lots (voirie et éclairage public) pour une durée de 4 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - > Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%)
  - > Prix des prestations (40%)
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 mai 2017 a :
  - été informée de l'attribution du lot n°1 voirie à l'entreprise Eurovia sise Route de Lodève 34990 Juvignac présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - été informée de l'attribution du lot n°2 éclairage public à l'entreprise Spie City Networks sise 170 rue Henri Farman 34435 Saint Jean de Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du lot n°1 voirie du marché n°4699EP16 de réaménagement de l'avenue de la Colline, de la rue Pierre Favier à la rue de l'Aubépine à l'entreprise Eurovia, pour un montant de 161 745,60 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 4 mois ;

- d'autoriser la signature du lot n°2 éclairage public du marché n°4699EP16 de réaménagement de l'avenue de la Colline, de la rue Pierre Favier à la rue de l'Aubépine à l'entreprise Spie



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4925DS17 de fourniture et d'installation de matériel de musculation dans la future salle de musculation pour le haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives,

**CONSIDERANT :**

- que, dans le cadre de la construction de la salle de musculation pour l'entraînement des sportifs de haut niveau au centre Nautique Neptune, il est nécessaire de faire l'acquisition de matériel de musculation et d'en prévoir l'installation,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande n°4925DS17, selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n°2016-30 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible deux fois par période d'un an,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - le critère valeur technique représente 60% de la note attribuée,
  - le critère prix représente 40% de la note attribuée.
- qu'après analyse, l'entreprise PANATTA sise à Rueil Malmaison (92563) -cedex- 30 rue de l'Industrie présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché à bons de commande n°4925DS17 concernant l'acquisition et l'installation de matériel de musculation au Centre Nautique Neptune à l'entreprise PANATTA, pour un montant initial des commandes compris entre un minimum de 25 000 € HT et un maximum de 40 000 € HT. Pour la 1ère année de reconduction le seuil maximum sera de 25 000 € et, pour la 2ème année de reconduction, le seuil sera de 24 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible deux fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4698EP16 de réaménagement de la voie Rue Faubourg du Courreau à Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de l'extension et la dynamisation de l'activité du Centre à l'échelle des Faubourgs, la rue du Faubourg du Courreau est réaménagée dans son intégralité.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 6 semaines.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - > Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%)
  - > Prix des prestations (40%).
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 juin 2017 a :
  - été informée de l'attribution du marché au groupement d'entreprises COLAS sise ZI la Lauze 10 rue St Exupéry 34430 St Jean de Védas / MIGMA sise ZA Champgrand 368 allée des Abricotiers 26270 Loriol sur Drôme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature du marché n°4698EP16 de réaménagement de la voie rue Faubourg du Courreau au groupement d'entreprises COLAS/MIGMA, pour un montant de 483 331,65 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 6 semaines.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché 3772DC14 -  
Site archéologique du Castellàs, Murviel-lès-Montpellier  
Travaux de couverture des vestiges de l'aile nord du forum - Mission de maîtrise d'oeuvre**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté A2017-20 du 27 février 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la décision n°2015-065 attribuant le marché 3772DC14 à l'entreprise Frédéric Martorello Architecte – 12 rue Sabatier - PEZENAS, pour un montant de 22830 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 31 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) ;

**CONSIDERANT :**

- que la réévaluation du coût prévisionnel des travaux entraîne la nécessité de mettre à niveau la rémunération de la maîtrise d'œuvre,
- que la complexité de l'objet du marché a rendu nécessaire l'augmentation des délais d'études notamment en phase APV.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché Mission de maîtrise d'œuvre - Site archéologique du Castellàs, Murviel-lès-Montpellier - Travaux de couverture des vestiges de l'aile Nord du forum avec l'entreprise Frédéric Martorello Architecte, avenant d'un montant de 3 923.53 euros HT. La durée du marché est portée de 31 mois à 45 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4650DC16 - Opération de rénovation  
du Théâtre du Hangar - Marché de maîtrise d'œuvre : validation  
de l'avant-projet définitif et du forfait définitif de rémunération**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture ».

**CONSIDERANT :**

- l'objectif de créer un véritable pôle d'enseignement de l'art dramatique au sein d'un théâtre en activité, une opération de rénovation du théâtre du Hangar a été lancée. Un marché de maîtrise d'œuvre numéro 4650DC16 a été conclu avec l'Atelier Peytavin – Montpellier. Au terme des premières études, l'avant-projet définitif a été rendu par la maîtrise d'œuvre. Il permet d'arrêter le coût prévisionnel des travaux et la répartition par lots ainsi que de valider le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'adopter l'Avant-Projet Définitif conformément aux termes de la loi MOP n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'œuvre publique,

**ARTICLE 2 :** d'arrêter le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre à 164 700 € HT

**ARTICLE 3 :** d'approuver l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux à 1 800 000€ HT répartis en 14 lots suivants :

- LOT N° 01 : désamiantage : 17 000 € HT
- LOT N° 02 : Démolitions - Gros - œuvre: 357 000 € HT
- LOT N° 03 : Traitement des façades : 15 000 € HT
- LOT N° 04 : Charpente métallique - Couverture tuile: 210 000 € HT
- LOT N° 05 : Menuiseries extérieures: 20 000 € HT
- LOT N° 06 : Métallerie : 50 000 € HT
- LOT N° 07 : Cloisons – doublages – faux plafonds : 156 000 € HT
- LOT N° 08 : Menuiseries intérieure: 221 000 € HT
- LOT N° 09 : Revêtements de sols durs - Faïences : 9 000 € HT



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BB 394 appartenant à Monsieur Claude HERMET - Commune de VENDARGUES**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse de vente en date du 1<sup>er</sup> juin 2017 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle BB 394 d'une superficie de 48 m<sup>2</sup> (issue de la parcelle BB 93), située chemin des Carrières à Vendargues.
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée BB 394 d'une contenance de 48 m<sup>2</sup> située chemin des Carrières à Vendargues auprès de Monsieur Claude HERMET.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 10 € le m<sup>2</sup> TCC soit un total de 480 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4914RI17 d'hébergement serveurs, fournitures d'accès internet et prestations associées**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- **CONSIDÉRANT :**
  - la nécessité d'assurer l'accès internet du siège, l'hébergement des différents sites web et serveurs de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que la maintenance et la sauvegarde des données associées ;
  - qu'une procédure a été lancée le 19 mai 2017 conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes pour une durée de dix-huit mois à compter de sa notification ;
  - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
    - 1 – valeur technique (60 %),
    - 2 – prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40 %) ;
  - qu'à l'issue de cette analyse, l'entreprise SARL OVEA, sise 59 rue Nelson Mandela, 34070 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°4914RI17 d'hébergement serveurs, fournitures d'accès internet et prestations associées à l'entreprise SARL OVEA, sise à Montpellier (34070), pour un montant maximum total de deux cent mille Euros H.T. (200 000 Euros H.T.). Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de dix-huit mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900, 930 et 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au mandat d'étude et de réalisation pour la requalification du parc d'activités Descartes (impasse des capriers) à Lavérune - Constat d'achèvement de la mission - Acceptation du protocole de reddition des comptes et clôture du mandat**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction au Vice-Président ;

**CONSIDERANT** que par délibération n°9582 du 23 juin 2010, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu depuis Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de confier les études et les travaux de requalification de l'impasse des Cápriers à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, devenue depuis la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour un montant de 300 000 € HT (valeur mai 2010),

**CONSIDERANT** que le mandat d'études et de réalisation a été signé le 9 novembre 2010 et notifié le 6 décembre 2010,

**CONSIDERANT** qu'après une période d'études confiées par la SA3M à la société Grontmij, les travaux (voiries et éclairage public) se sont déroulés en 2014 pour s'achever en 2015,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des dépenses assurées par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 327 365.01 € TTC et qu'à ce jour, l'ensemble des recettes d'un montant de 306 467.33 € TTC est assuré par :

- les remboursements de dépenses de Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 306 346.99 € TTC
- les produits financiers pour un montant de 120.34 €.

**CONSIDERANT** que le solde de trésorerie du mandat, soit 29 102.32 €, se décompose de la manière suivante :

- 20 897.68 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole, faisant l'objet de la dernière situation de dépenses de la SA3M,
- 50 000.00 € dus par la SA3M sur l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n° 4783 VD 17 - Installation de stockage de déchets non dangereux à Castries - Mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer un marché de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes sur l'installation de stockage de déchets non dangereux à Castries,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'une durée de 24 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) et la valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats sur les différents points du contenu du mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise VENATHEC sise 23 Boulevard de l'Europe, BP 10101, 54503 Vandoeuvre Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n° 4783VD17 – Mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes – Installation de stockage de déchets non dangereux à Castries - à l'entreprise VENATHEC, pour un montant de prévisionnel 61 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 24 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'association  
LABSUD dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des relations internationales, tourisme et parcs d'activité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : l'Association LABSUD, représentée par son Président Monsieur Yann LEFEBVRE a pour activité la fabrication numérique.  
Actuellement locataire du lot B12 représentant 272.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 6 mois à compter du 1er juillet 2017.
- Le Fablab Labsud créé en novembre 2012, est un outil d'Open Innovation au service des mondes professionnel, académique et grand public. Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition gracieusement auprès de l'association des locaux dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire depuis janvier 2014. La mise à disposition de ces locaux a permis à l'association de connaître un essor certain, en adéquation avec son ambition.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de l'association LABSUD représentée par Monsieur Jean-Michel CIVADE, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux relations internationales, tourisme et parcs d'activité, est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société ECOSEC dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société ECOSEC, représentée par Monsieur Benjamin CLOUET a pour activité la création, l'installation et la vente de matériel de solutions écologiques de recyclage de déchets et d'effluents. Actuellement locataire du lot A09 représentant 112.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 12 mois. ECOSEC emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 15 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ECOSEC représentée par Monsieur Benjamin CLOUET, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société ESPELIA dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société ESPELIA, représentée par Monsieur Loïc MAHEVAS est une SAS dont l'activité le service aux collectivités.  
Actuellement locataire du lot 11 représentant 233 m², elle est candidate au renouvellement de sa convention pour une durée de 2 mois. ESPELIA emploie actuellement 12 personnes et projette d'atteindre 15 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ESPELIA ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
LYS DES SABLES dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société LYS DES SABLES, représentée par Madame Patricia MESLEM est une SARL dont l'activité est la conception, la fabrication, la commercialisation de matériels destinés aux soins esthétiques.  
Actuellement locataire du lot 02 représentant 112,50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 23 mois. LYS DES SABLES emploie actuellement 1 personne et projette d'atteindre 2 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société LYS DES SABLES représentée par Madame Patricia MESLEM, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'Institut Privé d'Enseignement Supérieur des Arts Appliqués (IPESAA) dans l'Hôtel Frech Tech à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : l'Institut Privé d'Enseignement Supérieur des Arts Appliqués - IPESAA, représentée par Monsieur Karim KHENISSI est une SARL dont l'activité est l'enseignement et la formation professionnelle dans les métiers artistiques.  
Elle est candidate à la location du lot 3.3 de 35.84 m<sup>2</sup> pour une période de 2 mois.  
Durant cette période, 2 personnes occuperont les locaux.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de l'IPESAA ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 du marché 3263UH13 - Lot n°1 et 2, concernant l'AMO pour "la Révision du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole"**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°11734 attribuant le marché n°3263 UH13 - lot n°1 et 2 du marché (Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la Révision du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole) à l'entreprise Agence DBW architectes-urbanistes, sises 4 rue Clavel à PARIS 19<sup>ème</sup> pour un montant de 148 500 euros HT pour le lot 1 et 225 462,50 euros HT pour le lot 2 (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 4 années (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) ;

**CONSIDERANT :**

- que la réalisation des prestations de chaque cotraitant du marché a considérablement évolué au fil des phases et qu'il convient de redéfinir la répartition financière entre les ledits intervenants ;

**CONSIDERANT :**

- que le contexte de la création de la Métropole en 2015 et l'élaboration du projet Montpellier Territoire, nécessitent de prolonger le marché de 12 mois supplémentaires ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°3263UH13 Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la Révision du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole, avec l'entreprise Agence DBW architectes-urbanistes,

**ARTICLE 2 :** de dire que l'avenant n'a pas d'incidence sur le montant global du marché,

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4913VD17 de mission  
de contrôle de la propreté des espaces publics**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer un marché de contrôle de la propreté des espaces publics ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'une durée d'un an à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (60%) et la valeur technique au regard de la note méthodologique (40%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise PCRPROP CONSEIL sise 11 passage Saillenfait, 94000 Créteil, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°4913VD17 à l'entreprise PCRPROP CONSEIL, pour un montant de 44 360 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux avenants de co-utilisation par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les marchés n°4956 EP 17 et n°4957 EP 17**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Montpellier en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

- 1° le lot n°1 Démolition du marché n° 4956 EP 17 (3D0105A) relatif aux « travaux d'entretien des bâtiments communaux », sans minimum ni maximum et conclu jusqu'au 20 novembre 2017 avec l'entreprise Genier Deforge pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;
- 2° le lot n°17 Désamiantage du marché n° 4956 EP 17 (3D0105Q) relatif aux « travaux d'entretien des bâtiments communaux », sans minimum ni maximum et conclu jusqu'au 20 novembre 2017 avec l'entreprise Genier Deforge pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;
- 3° le lot n°3 Missions de contrôles techniques du marché n°4957 EP 17 (4D0009C) relatif aux « missions de diagnostics, de vérifications périodiques et de contrôles techniques » sans minimum ni maximum et conclu jusqu'au 11 novembre 2018 avec l'entreprise Qualiconsult pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au retrait de la délégation du droit de préemption  
urbain à la commune de Montpellier - Parcelles cadastrées  
OO n° 17 - 18 et 19 - OL n° 29 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 2 mars 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la décision n° D2016-9 en date du 4 janvier 2016, déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur les zones U et AU à la Commune de Montpellier ;
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 17 mai 2017, envoyée par Maître DOSSA Emmanuel, Notaire à Montpellier (34000), mandataire de l'Indivision SAINT-PIERRE et de la SCI MAS DE BRINGAUD, reçue en Mairie de Montpellier le 22 mai 2017 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 23 mai 2017, concernant les parcelles cadastrées OO n° 17 et 19, OL n° 29 et une partie de la parcelle OO n° 18, pour une surface totale cédée de 17 520 m², situées sur la Commune de Montpellier, au lieudit 150 Rue du Mas de Bringaud, au prix de 1 270 000 euros en valeur occupée, plus une condition essentielle la prise en charge du coût de l'élimination des déchets (coût estimé en 2014 à 2 000 000 euros) ;
- **CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence de développement et d'aménagement économique,
- **CONSIDERANT**, que ces parcelles en zone 2U1-6cw au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier correspondent au parc d'activité des Près d'Arènes et de la ZAC de la Restanque,
- **CONSIDERANT**, la nécessité d'acquérir ces parcelles en vue de constituer une réserve foncière afin d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques (Extension du Marché d'Intérêt National).

**D E C I D E**

Page 131 sur 227



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marchés de travaux n°4733VD 17 - Lots n°1 et n°2 pour la réhabilitation du Point Propreté de Baillargues - Castries**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer des marchés de travaux pour la réhabilitation du Point Propreté de Baillargues-Castries,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'une durée de 5 mois pour l'exécution des travaux,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique au regard du mémoire technique (60%) et le prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'AE (40%).
- qu'après analyse, les entreprises Eurovia Languedoc-Roussillon et FIMS/REEL Méditerranée présentent les offres économiquement les plus avantageuses, respectivement sur le lot 1 et sur le lot 2.
- que la commission d'appel d'offres du 6 juin 2017 a été informée du choix intervenu concernant les attributaires des marchés de travaux sur ce point de propreté.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché 4733 VD 17, décomposé en 2 lots, comme suit :

- Lot n° 1 : Terrassements-Voirie – Réseaux humides – Génie civil – Espaces verts – Réhabilitation loge gardien à l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC-ROUSSILLON sise ZA de la Biste, CS70013, 82 rue JB Calvignac, 34671 Baillargues Cedex, pour un montant de 229 146,86 euros H.T. Le marché prend effet à compter de la date fixée par le premier ordre de service, pour une durée d'exécution des travaux de 5 mois.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché de travaux n°4733 bis VD 17 lot n°3 et lot n°4 pour la réhabilitation du Point Propreté de Baillargues-Castries.**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer des marchés de travaux pour la réhabilitation du Point Propreté de Baillargues-Castries,
  - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'une durée de 5 mois pour l'exécution des travaux,
  - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique au regard du mémoire technique (60%) et le prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'AE (40%).
- Qu'après analyse, les entreprises MP Industries SAS et PAYSAGES présentent les offres économiquement les plus avantageuses respectivement sur le lot 3 et le lot 4.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché 4733bis VD 17, décomposé en 2 lots, comme suit :

- Lot n° 3 : Equipements de mise en sécurité à l'entreprise MP INDUSTRIES SAS sise 128 chemin de Roman, 13120 GARDANNE, pour un montant de 45 211,30 euros H.T. Le marché prend effet à compter de la date fixée par le premier ordre de service, pour une durée d'exécution des travaux de 5 mois.
- Lot n° 4 : Portails – Clôtures à l'entreprise PAYSAGES sise 866 avenue Maréchal Juin, 30900 Nîmes, pour un montant de 12 625,00 euros H.T. Le marché prend effet à compter de la date fixée par le premier ordre de service, pour une durée d'exécution des travaux de 5 mois.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4518EA17 - Travaux de remise  
en état de la risberme du Lez rive gauche secteur Gramenet**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de faire des travaux de remise en état de la risberme du Lez rive gauche secteur Gramenet afin d'assurer une protection des biens et des personnes contre les crues et d'assurer la continuité du bon fonctionnement hydraulique des ouvrages en question,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 2 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix 40% au regard du détail quantitatif estimatif et du bordereau de prix unitaire et la valeur technique 60% des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux,
- qu'après analyse, l'entreprise BUESA sise 6 rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°4518EA17 – Travaux de remise de la risberme du Lez rive gauche secteur Gramenet à l'entreprise BUESA, pour un montant de 82 589,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4331DM16 - Fournitures et d'équipements  
pour la maintenance du parc existant des fermetures automatiques -  
Augmentation du montant du marché**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des « Transports et Mobilité » ;

**CONSIDERANT :**

- que le projet d'avenant n° 1 a pour objet l'augmentation du montant du marché afin de pouvoir continuer à assurer la maintenance du parc existant (72 sites – 130 bornes) jusqu'à la fin de l'année en cours (2017) en raison de deux événements imprévisibles (destruction par un tiers d'un totem, crash du disque dur du système d'enregistrement vidéo) qui ont occasionné une consommation anormale des montants disponibles dans le marché permettant de faire face aux besoins courants.
- que la Commission d'appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole a rendu un avis favorable à ce projet d'avenant lors de sa séance du 25 juillet 2017.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant au marché 4331DM16 – Marché de fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des fermetures automatiques à l'entreprise CITINNOV, pour porter le montant maximal annuel de 200 000 € HT à 240 000 euros HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant / protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4762CO17 - Rédaction d'articles pour les magazines et les sites internet de la Métropole et la Ville de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la Communication ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il résulte un besoin de faire appel à des pigistes extérieurs de manière ponctuelle pour les rédactions des deux magazines institutionnels – MMMag et MNV – et du magazine de communication interne – EN COMMUN – et également des sites internet,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 1 an renouvelable deux fois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 40%, valeur technique 60%,
- qu'après analyse, l'entreprise GALLIGANI VIRGINIE (34170 CASTELNAU LE LEZ) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°4762CO17 « Rédaction d'articles pour les magazines et les sites internet de la Métropole et la ville de Montpellier » à l'entreprise GALLIGANI VIRGINIE, pour un montant maximum annuel de 50 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification Sa durée est de 1 an renouvelable deux fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 4160EA16 lot1 - Travaux de construction de l'intercepteur est amont : réseau d'eaux usées du giratoire Fesquet au lotissement Naviteau et modification du pompage de deux postes de refoulement**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la délibération n°13949 du 30 juin 2016 attribuant le marché 4160EA16 lot 1 du marché de construction de l'intercepteur est, secteur amont, du giratoire Fesquet au lotissement Naviteau et la modification de deux postes de refoulement à l'entreprise MALET, sises ZAC de la louvade, 18 rue des cabernets – 34130 Mauguio pour un montant de 725 995,00 euros HT et pour une durée de 7 mois ;

**CONSIDERANT :**

- que l'insertion de prix nouveaux apparait comme nécessaire pour répondre aux adaptations techniques du projet, que les quantités exécutées ont été réajustées

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4160EA16 lot 1 du marché de construction de l'intercepteur est, secteur amont, du giratoire Fesquet au lotissement Naviteau et la modification de deux postes de refoulement avec l'entreprise MALET, avenant d'un montant de 8 193,61 euros HT

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Transfert de la compétence gestion de la voirie départementale sur le territoire métropolitain - Mise à disposition des sites de Marconi et Fabrègues - Procès-verbal de mise à disposition - Autorisation de signature**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les articles L 1321-1 à L 1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU les délibérations concordantes de l'assemblée départementale de l'Hérault et du conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 décembre 2016 ;
- VU la convention de transfert de compétences relative à la gestion des routes classées dans le domaine public départemental situées sur le territoire métropolitain, en date du 23 décembre 2016 ;
- VU la délégation permanente du Conseil de Métropole au Président relative à la mise à disposition ou au transfert de biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part de collectivités territoriales ou d'établissements de coopération intercommunale ;
- **Considérant** que les centres d'exploitation techniques de Marconi-Millénaire et de Fabrègues sont nécessaires pour la maintenance et l'entretien des voies transférées, de leurs dépendances et accessoires ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un procès-verbal de mise à disposition d'une partie du site de Montpellier –Parc Départemental de Marconi –Millénaire, sis 223 rue Guiglemo Marconi 34 000 Montpellier ainsi que la totalité du site de Fabrègues, sis 274 rue des Creisses, 34690 Fabrègues, est établi entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : Cette mise à disposition est conclue pour une durée indéterminée sauf désaffectation.

**ARTICLE 3** : Elle est mise en œuvre à titre gratuit

**ARTICLE 4** : Monsieur le Président est autorisé à signer le procès-verbal de mise à disposition objet de la présente.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société LA PRADINIERE dans la ZAC Garosud extension à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la société LA PRADINIERE, représentée par Monsieur Bruno GUERRA est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 3b de 2 706 m² pour la réalisation d'un bâtiment d'atelier, entrepôt, bureau et showroom de 1 353 de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 924 m². L'utilisateur final sera la société SOLUTION EXPOSITION / INTERNATIONAL STANDING FRANCE MEDITERRANEE (ISF) pour une activité de location et installation de mobilier événementiel. La société prévoit un effectif de 7 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI LA PRADINIERE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice "Requête n°1703066-1 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1703066-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 juin 2017 par Madame Charlotte PEIS contre la décision implicite de rejet résultant du silence gardé pendant deux mois par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole sur sa demande en date du 3 avril 2017, reçue le 6 avril 2017, tendant à la régularisation de sa situation administrative par son intégration à compter du 1er octobre 2012 dans le cadre d'emploi des assistants territoriaux d'enseignement artistique et son affiliation à compter de cette même date au régime de retraite de la CNRACL.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-609
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170817- lmc1146952-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 4:** Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-610
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811- lmc1146995-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-613
Reçue en Préfecture le	10/08/17
Affichée le	10/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170810-lmc1147027-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/08/2017

M. J.-P. RICO

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Transports et Mobilité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3** : Ladite emprise, selon numérotation au service du Cadastre, est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-614
Reçue en Préfecture le	31/07/17
Affichée le	31/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170731- lmc1147134-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-616
Reçue en Préfecture le	28/07/17
Affichée le	28/07/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170728- lmc1147250-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-619
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811- lmc1147271-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 1 300 255 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 11.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant délégation pour la faire est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-620
Reçue en Préfecture le	16/08/17
Affichée le	16/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811-lmc1147239-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. J.-P. RICO

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Transports et Mobilité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-624
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811- lmc1147343-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-625
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811-lmc1147346-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-627
Reçue en Préfecture le	30/08/17
Affichée le	30/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170830-lmc1147426-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-628
Reçue en Préfecture le	11/08/17
Affichée le	11/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811-lmc1147436-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, Artisanat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4926CO17 - Accompagnement stratégique et opérationnel en relations presse dans le cadre de la création du Centre d'Art Montpellier-Contemporain (MoCo)**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la Communication ;

**CONSIDERANT :**

- que le Montpellier Contemporain ou MoCo fait figure de centre d'art contemporain d'une nouvelle génération, en rupture avec les modèles existants il faut que la direction de la presse accompagne via une gérance de presse spécialisée les grandes étapes de création du MoCo, ainsi que l'actualité des lieux qui le compose à savoir les 3 cycles d'exposition présentés à la Panacée à compter d'octobre 2017, pour les valoriser auprès de la presse nationale et la presse internationale ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande avec montant maximum de 89 000 € HT pour une durée d'un an à compter du 10 septembre 2017.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique de l'offre 60%, prix 40%.
- qu'après analyse, l'entreprise ANNE SAMSON COMMUNICATION – 75004 Paris présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°4926CO17 Accompagnement stratégique et opérationnel en relations presse dans le cadre de la création du Centre d'Art Montpellier-Contemporain (MoCo) à l'entreprise ANNE SAMSON COMMUNICATION, pour un montant maximum de 89 000 € HT Le marché prend effet à compter du 10/09/2017. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
CONCEPT RELAX dans la ZAC du Fenouillet à Pérols**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des relations internationales, tourisme et parcs d'activité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location d'un bâtiment situé ZAC du Fenouillet à Pérols : la société CONCEPT RELAX, représentée par Madame Sandrine SAUVAGE LANZ a pour activité la vente de meubles, literie, objets de décoration, salons et salle à manger sous l'enseigne « LES MEUBLES DU SUD ». Elle est candidate à la location du lot 19C (anciennement occupé par l'enseigne POLTRONESOFA), pour une période de 2 mois.  
Ce bâtiment a une surface totale de 784.39 m², y compris bureaux et mezzanine.  
L'entreprise compte un effectif de 7 personnes.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société CONCEPT RELAX ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué aux relations internationales, tourisme et parcs d'activité, est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché n°3820UA14 de démolition et déconstruction des biens appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°2015-338 attribuant le marché n°3820UA14 intitulé « Démolition et déconstruction de différents bâtiments appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier » à l'entreprise Saint Pierre 3D sise Montpellier pour un montant minimal de 400 000 € HT et un montant maximal de 1 400 000 € HT (périodes de reconduction éventuelles comprises) et jusqu'au 31 décembre 2017 (toutes reconductions confondues) ;

**CONSIDERANT :**

- que la modification concernant une faible part du montant du marché initial conformément à l'article 139 alinéa 6 du code des marchés publics est rendue nécessaire dans l'attente de la finalisation de la nouvelle procédure de mise en concurrence pour continuer les démolitions des biens appartenant à la Métropole prévues cette année, et notamment sur le domaine de Baillarguet à Montferrier-sur-Lez.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 3820UA14 intitulé « Démolition et déconstruction de différents bâtiments appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier » devenue Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise Saint Pierre 3D, avenant d'un montant de 35 000 € (trente-cinq mille euros) HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acceptation d'indemnités d'assurances en réparation des préjudices subis suite aux désordres occasionnés par les racines d'un pin - Commune de Saint-Brès**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2017-25 du 27/02/2017 portant délégation de fonction à Mme Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente dans les domaines administration générale, contentieux, affaires juridiques et protocole ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, dont le montant est supérieur à 5 000 €,
- VU la proposition de la GMF, compagnie d'assurance de Monsieur CANTOS, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 13 760,16 Euros à Montpellier Méditerranée Métropole au titre du sinistre, survenu le 19 juillet 2016 au droit du 27 rue du planas à Saint-Brès, dû aux racines d'un pin,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 13 670,16 € TTC correspondant à un montant total de 13 928,16€ auquel est déduit une franchise de 168 € applicable au titre de la responsabilité civile du tiers en réparation du préjudice subi.

**ARTICLE 2 :** Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acceptation d'indemnités d'assurance visée à l'article 1er conformément à l'arrêté de délégation susvisé.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Occupation illégale, Parking situé rue du Mas des Brousse"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant illégalement le parking public cadastré SM n°42,44 et 46, situé rue du Mas de Brousse à Montpellier, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauger et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-635
Reçue en Préfecture le	03/08/17
Affichée le	03/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170803-lmc1147461-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-637
Reçue en Préfecture le	25/08/17
Affichée le	25/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170825-lmc1147484-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 25/08/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-638
Reçue en Préfecture le	29/08/17
Affichée le	29/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170829-lmc1147502-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/08/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-639
Reçue en Préfecture le	25/08/17
Affichée le	25/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170825-lmc1147533-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/08/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-640
Reçue en Préfecture le	25/08/17
Affichée le	25/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170825- lmc1147536-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/08/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-641
Reçue en Préfecture le	28/08/17
Affichée le	28/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170825-lmc1147540-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-642
Reçue en Préfecture le	22/08/17
Affichée le	22/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170822- Imc1147543-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n° D2017-644  
s'élève à 1 627,35 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-644
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811- lmc1147549-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n° D2017-647

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-647
Reçue en Préfecture le	01/09/17
Affichée le	01/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170901- lmc1147632-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3 :** Le prix de vente est entièrement converti en l'obligation de faire les travaux de raccordement des eaux usées des bâtis situés sur la partie de parcelle restant la propriété des vendeurs au poste de refoulement à créer. La vente n'engendrera donc aucun flux financier entre les parties.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique d'achat de l'emprise visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-649
Reçue en Préfecture le	01/09/17
Affichée le	01/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170901- Imc1147824-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n° D2017-650

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-650
Reçue en Préfecture le	16/08/17
Affichée le	16/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811- lmc1147802-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. J.-M. LUSSERT

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-651
Reçue en Préfecture le	22/08/17
Affichée le	22/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170822-lmc1147799-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-652
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170817- lmc1147804-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-655
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170817- lmc1147833-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-656
Reçue en Préfecture le	17/08/17
Affichée le	17/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170811- lmc1147846-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-659
Reçue en Préfecture le	28/08/17
Affichée le	28/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170825- lmc1148042-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-660
Reçue en Préfecture le	28/08/17
Affichée le	28/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170825- lmc1148049-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-662
Reçue en Préfecture le	25/08/17
Affichée le	25/08/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170825- lmc1148079-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/08/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n°	D2017-663
Reçue en Préfecture le	30/08/17
Affichée le	30/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170830-lmc1148086-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Commune de Cournonsec

Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
D	672	Mas de Plagnol	PR		9	60
D	674	Mas de Plagnol	Canalisation		18	10
D	676	Mas de Plagnol	Canalisation		25	55
D	739	Mas de Plagnol	Canalisation		8	00
D	741	Mas de Plagnol	PR		40	00
D	743	Mas de Plagnol	PR		19	00
Contenance totale				1	20	25

Commune de Lavérune

Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
BI	199	Montplaisir	PR	1	11	50
Contenance totale				1	11	50

**ARTICLE 2 :** Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-664
Reçue en Préfecture le	24/08/17
Affichée le	24/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170824- lmc1148098-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-665
Reçue en Préfecture le	18/08/17
Affichée le	18/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170818-lmc1148101-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**ARTICLE 2** : Cette acquisition aura lieu moyennant le prix de 2 525 000 € (deux millions cinq cent vingt-cinq mille euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acquisition restant à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses liées à cette acquisition sont prévues au budget de la Métropole chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte authentique d'acquisition ainsi que tout document relatif à l'affaire visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-671
Reçue en Préfecture le	01/09/17
Affichée le	01/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170901- lmc1148320-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-673
Reçue en Préfecture le	24/08/17
Affichée le	24/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170824-lmc1148327-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice COMBE Francis - Requête n°1703998-5**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** la requête en référé suspension n° 17003998-5 déposée le 18/08/2017 par Monsieur Francis COMBE à l'encontre de l'arrêté n°A2017-138 du 26/06/2017 du Président portant main levée de l'arrêté à caractère imminent portant sur les équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis au 10 bis rue Jules Ferry à Montpellier
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la « SCP PARME Avocats ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-679
Reçue en Préfecture le	30/08/17
Affichée le	30/08/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170830-lmc1148451-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/08/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-683
Reçue en Préfecture le	01/09/17
Affichée le	01/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170901- lmc1148515-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# PARTIE III - SOMMAIRE DES ARRETES D'AOUT 2017 ET SEPTEMBRE 2017

N° AFFAIRE	Titre des Affaires	Page n°
A2017-64	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonsec	242
A2017-65	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sussargues	244
A2017-66	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières	246
A2017-93	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Jacou	248
A2017-134	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez - Autorisation n° 7 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	250
A2017-137	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement PROFILS SYSTEMES SAS dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	253
A2017-146	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MONTPELLIER UTILITAIRES VOLKSWAGEN dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	260
A2017-155	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement CENTRE D'EXPLOITATION EST DE LA REGIE DE COLLECTE M3M dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	267
A2017-156	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SANOFI AVENTIS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	273
A2017-157	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement HORIBA ABX SAS dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	283
A2017-158	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement AQUARIUM MARE NOSTRUM dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	289
A2017-162	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement NO LIMIT LAVAGE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	296
A2017-164	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement FRAMATEQ dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	302
A2017-165	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement PISCINE POSEIDON M3M dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	308

### PARTIE III - SOMMAIRE DES ARRETES D'AOUT 2017 ET SEPTEMBRE 2017

A2017-221	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols "Changement de véhicule " - Autorisation de stationner n° 9	393
A2017-222	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Vedas "Changement de véhicule" - Autorisation n° 1	395
A2017-223	Arrêté portant retrait de la délégation de signature à M Joël RAYMOND	397
A2017-224	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - 369 avenue du Puech Villa Parcelle TK 13z	398
A2017-225	Délégation de signature pour dépôt de plainte (assurances)	400
A2017-226	Arrêté portant ouverture d'une sélection professionnelle d'intégration aux grades d'Attaché , d'Attaché de conservation du patrimoine et d'Ingénieur territorial.	401
A2017-230	Arrêté portant mise à jour du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Montaud	405
A2017-231	Arrêté portant délégation de signature pour le Département SPET	407
A2017-232	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers	421
A2017-233	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°21 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	423
A2017-235	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Immeuble sis 1 chemin du Floréal - Commune de Lattes Parcelle BY 4	426
A2017-236	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Immeuble sis 16 rue Proudhon - parcelle BZ 635 - Immeuble sis 4 ter rue Bernard Délicieux - parcelle BZ 633 - Commune de Montpellier	428
A2017-237	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°18	430
A2017-242	Ouverture d'une enquête publique relative au déclassement du domaine public de trois emprises rue du Grand Saint Jean à Montpellier pour une superficie totale de 53 m²	432
A2017-244	Arrêté relatif à la C.D.A.C. du 15 septembre 2017 à 11h00	434
A2017-245	Arrêté relatif à la C.D.A.C. du 15 septembre 2017 à 11h30	435
A2017-246	Arrêté portant délégation de signature pour le Département SPET	436
A2017-247	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès	450
A2017-251	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu	455

**ARTICLE 2 :** Le dossier a été soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Cournonsec préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme et à Madame le Maire de la commune de Cournonsec.

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'urbanisme, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera présenté au Conseil de Métropole pour approbation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-64
<b>Transmis en Préfecture le</b>	07/09/17
<b>Affiché le</b>	07/09/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170907- lmc1140365-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.153-41 du code de l'urbanisme, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera présenté au Conseil de Métropole pour approbation.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-65
<b>Transmis en Préfecture le</b>	17/08/17
<b>Affiché le</b>	17/08/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170817- lmc1140367-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.153-41 du code de l'urbanisme, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera présenté au Conseil de Métropole pour approbation.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-66
<b>Transmis en Préfecture le</b>	17/08/17
<b>Affiché le</b>	17/08/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170817- lmc1140370-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 2 :** Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Jacou préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la commune de Jacou.

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'urbanisme, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Métropole pour approbation

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-93
<b>Transmis en Préfecture le</b>	07/09/17
<b>Affiché le</b>	07/09/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170907- lmc1142143-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Castelnau-le-Lez n°2014/10-1561 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 26/02/2016, n°A2016-89 relatif à un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à **Madame Eliane BASTID** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par la société **AIDER SANTE TRANSPORTS** pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 13/06/2017 au terme duquel, Madame Eliane BASTID consent la présentation à titre onéreux de la société AIDER SANTE TRANSPORTS en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Castelnau-le-lez délivrée sous le n°7.

A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 85 000 €.

### **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 26/02/2016, n°A2016-89 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société **AIDER SANTE TRANSPORTS (SIREN 818 708 760)** dont le siège social est situé au **787 rue de la Valsière à Grabels (34 790)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **EP-815-HM**, sur le territoire de la commune de **CASTELNAU-LE-LEZ** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 7, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **CASTELNAU-LE-LEZ** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement PROFILS SYSTEMES SAS dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement PROFILS SYSTEMES SAS ;
- Vu l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 15/06/2017 et de l'arrêté préfectoral en date du 11/08/2006 ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement PROFILS SYSTEMES SAS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement PROFILS SYSTEMES SAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement PROFILS SYSTEMES SAS, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement PROFILS SYSTEMES SAS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement PROFILS SYSTEMES SAS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de

Arrêté n°	A2017-137
Transmis en Préfecture le	10/08/17
Affiché le	10/08/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170810- lmc1145381-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 10/08/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement MONTPELLIER UTILITAIRES VOLKSWAGEN,

- dont le siège social est situé au 2 Place Bertrand Nogaro à Baillargues 34670,
- est représenté par Monsieur BEZOU Jean Philippe, en qualité de Président,

L'Établissement MONTPELLIER UTILITAIRES VOLKSWAGEN

- est situé au 2 Place Bertrand Nogaro à Baillargues 34670,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AZ 155,

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Concessionnaire automobile, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Place Bertrand Nogaro à Baillargues 34670

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Piste de lavage,
- Ateliers de mécanique légère,
- Stockage de carburant.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 498 707 926 00024
- Code NAF ou APE : 4511 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole , reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité



**Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement MONTPELLIER UTILITAIRES VOLKSWAGEN désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

**Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement MONTPELLIER UTILITAIRES VOLKSWAGEN devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement MONTPELLIER UTILITAIRES VOLKSWAGEN et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement MONTPELLIER UTILITAIRES VOLKSWAGEN s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

**Article 6 : INCIDENTS****6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement  
CENTRE D'EXPLOITATION EST DE LA REGIE DE COLLECTE M3M dans  
le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole  
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CENTRE D'EXPLOITATION EST DE LA REGIE DE COLLECTE M3M ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement CENTRE D'EXPLOITATION EST DE LA REGIE DE COLLECTE M3M doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement CENTRE D'EXPLOITATION EST DE LA REGIE DE COLLECTE M3M, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement CENTRE D'EXPLOITATION EST DE LA REGIE DE COLLECTE M3M désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement CENTRE D'EXPLOITATION EST DE LA REGIE DE COLLECTE M3M, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement CENTRE D'EXPLOITATION EST DE LA REGIE DE COLLECTE M3M de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement CENTRE D'EXPLOITATION EST DE LA REGIE DE COLLECTE M3M sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SANOFI AVENTIS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement SANOFI AVENTIS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT ;
- **Vu** l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 15/06/2017 et de l'arrêté préfectoral en date du 7 Mai 2009 et les Rubrique supprimée par le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;

	relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume étant supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> .			
2120	Chiens (établissements d'élevage, vente, transit, garde fourrières, etc., de) à l'exclusion des établissements de soins et de toilettage et des rassemblements occasionnels tels que foires, expositions et démonstrations canines : 1. Plus de 50 animaux	70 animaux	Bâtiment central	A
		260 animaux	Bâtiment Toxicologie	A
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Installations de combustion au gaz naturel 4 chaudières eau chaude : 4 x 3600 kW 1 générateur vapeur : 1750 kW 1 générateur vapeur en secours : 700 kW Puis. totale : <b>16 850 kW</b>	Bât Utilités Est	DC
		4 groupes électrogènes en secours de <b>1 935 kW chacun</b>	A proximité du poste de livraison EDF Blayac	DC
		2 groupes électrogènes en secours de <b>1 935 kW chacun</b>	A proximité du poste de livraison Pilory EDF	DC

4420-1	Peroxydes organiques type A ou type B. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 0,05 t mais inférieure à 10 t."	0,2 t	Site	A																
4733	Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2 naphthylamine et/ ou ses sels, 4 nitrodiphényle et 1,3-propanesultone. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 0,5 t mais inférieure à 2 t.	0,2 t	Site	D																
4802	Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) no 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009. 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire	8 796 kg Les quantités présentes sur le site dans des équipements clos en exploitation à l'instant « t » sont récapitulés dans le tableau suivant : <table><tr><th>Type Fluide</th><th>Présent (&gt; 2kg)</th></tr><tr><td>R22</td><td>0</td></tr><tr><td>R134A</td><td>4631,6</td></tr><tr><td>R407C</td><td>1487,25</td></tr><tr><td>R410A</td><td>1621.72</td></tr><tr><td>R404A</td><td>781,1</td></tr><tr><td>R507</td><td>36</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>8 557,67</td></tr></table> Un suivi trimestriel des quantités présentes sur le site est réalisé par SANOFI.	Type Fluide	Présent (> 2kg)	R22	0	R134A	4631,6	R407C	1487,25	R410A	1621.72	R404A	781,1	R507	36	TOTAL	8 557,67	Site	DC
Type Fluide	Présent (> 2kg)																			
R22	0																			
R134A	4631,6																			
R407C	1487,25																			
R410A	1621.72																			
R404A	781,1																			
R507	36																			
TOTAL	8 557,67																			



En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement SANOFI AVENTIS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement SANOFI AVENTIS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement SANOFI AVENTIS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement SANOFI AVENTIS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement SANOFI AVENTIS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

#### 7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement HORIBA ABX SAS dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement HORIBA ABX SAS;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente;
- Vu l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement HORIBA ABX SAS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement HORIBA ABX SAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement HORIBA ABX SAS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

Une réunion entre l'Établissement HORIBA ABX SAS, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement HORIBA ABX SAS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement HORIBA ABX SAS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement  
AQUARIUM MARE NOSTRUM dans le système de collecte et de traitement  
de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions  
décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement AQUARIUM MARE NOSTRUM;
- **Vu** l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 12 juillet 2017 (DDPP) et de l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2005;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;

Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement AQUARIUM MARE NOSTRUM doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement AQUARIUM MARE NOSTRUM, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement AQUARIUM MARE NOSTRUM, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement AQUARIUM MARE NOSTRUM de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement AQUARIUM MARE NOSTRUM sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.



<b>Arrêté n°</b>	A2017-158
<b>Transmis en Préfecture le</b>	22/08/17
<b>Affiché le</b>	22/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170822- lmc1146920-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement NO LIMIT LAVAGE,

- représenté par Monsieur MAIRE Nicolas
- dont le siège social est situé au 285 RN 113 à Codognan 30920,

L'Etablissement NO LIMIT LAVAGE

- situé Route de Jacou RD 65 Le Crés 34920,
- implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : CA 407,

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre Commercial, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement (à créer) situé Route Départementale 65 à Le Crés 34920.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Piste de lavage,

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 530 226 331 00029
- Code NAF : 4520 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Cet Etablissement NO LIMIT LAVAGE partage la parcelle (CA 407) avec la station-service CARREFOUR qui est gérée par l'Etablissement CARREFOUR MARKET LE CRES. Cet établissement détient son propre arrêté qui précise l'activité de la station-service.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement NO LIMIT LAVAGE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement NO LIMIT LAVAGE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement NO LIMIT LAVAGE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement NO LIMIT LAVAGE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-162
<b>Transmis en Préfecture le</b>	22/08/17
<b>Affiché le</b>	22/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170822-lmc1146998-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement FRAMATEQ,

- dont le siège social est situé au 9 Rue du Four à Chaux, Zone d'Activité du Mijoulan, à Saint Georges d'Orques 34680,
- représenté par Monsieur LOUVION Hervé, en qualité de Président ;

L'Établissement est situé au 9 Rue du Four à Chaux, Zone d'Activité du Mijoulan, à Saint Georges d'Orques 34680,

et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AZ 72,  
ci-après désigné « l'Établissement »,

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Vente et réparation d'engins de travaux publics, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé 9 Rue du Four à Chaux, Zone d'Activité du Mijoulan, à Saint Georges d'Orques.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Atelier de mécanique,
- Piste de lavage.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 501 282 263 00034
- Code NAF ou APE : 4663 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement FRAMATEQ devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement FRAMATEQ et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement FRAMATEQ s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-164
<b>Transmis en Préfecture le</b>	22/08/17
<b>Affiché le</b>	22/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170822- lmc1146728-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement PISCINE POSEIDON M3M,

- dont le siège social est situé à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE\_sise 50, place ZEUS CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2

- est représenté par Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE,

- représenté, par délégation, par Monsieur MESSONNIER Jean Luc, en qualité de Vice-président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et Président de la Commission des Sports,

L'Établissement PISCINE POSEIDON M3M

- est situé Avenue Cynisca à COURNONTERRAL 34690,

- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est AS 267,

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Piscine collective, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue Cynisca à COURNONTERRAL 34690.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

<b>Autres contraintes réglementaires dont :</b>
Article D 1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :



d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PISCINE POSEIDON M3M devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement PISCINE POSEIDON M3M et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement PISCINE POSEIDON M3M s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-165
<b>Transmis en Préfecture le</b>	22/08/17
<b>Affiché le</b>	22/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170822-lmc1146744-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement PISCINE AMPHITITRE M3M,

- dont le siège social est situé à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE\_sise 50, place ZEUS CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2

- est représenté par Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE,

- représenté, par délégation, par Monsieur MESSONNIER Jean Luc, en qualité de Vice-président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et Président de la Commission des Sports,

L'Établissement PISCINE AMPHITITRE M3M

- est situé Avenue de Librilla à SAINT JEAN DE VEDAS 34430,

- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont AW 106, 107 et 129, ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Piscine collective, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue de Librilla à SAINT JEAN DE VEDAS 34430.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

<b>Autres contraintes réglementaires dont :</b>
Article D 1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE M3M devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement PISCINE AMPHITITRE M3M et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement PISCINE AMPHITITRE M3M s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-166
<b>Transmis en Préfecture le</b>	22/08/17
<b>Affiché le</b>	22/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170822- lmc1146749-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **CONSIDÉRANT** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **CONSIDÉRANT** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement PISCINE CHRISTINE CARON M3M,

- dont le siège social est situé à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE\_sise 50, place ZEUS CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2

- est représenté par Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE,

- représenté, par délégation, par Monsieur MESSONNIER Jean Luc, en qualité de Vice-président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et Président de la Commission des Sports,

L'Établissement PISCINE CHRISTINE CARON M3M

- est situé Avenue du 8 Mai 1945 à CASTELNAU LE LEZ 34170,

- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est CL 378, ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Piscine collective, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue du 8 Mai 1945 à CASTELNAU LE LEZ 34170.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

<b>Autres contraintes réglementaires dont :</b>
Article D 1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON M3M devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON M3M et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement PISCINE CHRISTINE CARON M3M s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'État, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-167
<b>Transmis en Préfecture le</b>	22/08/17
<b>Affiché le</b>	22/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170822-lmc1146754-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



- **CONSIDÉRANT** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **CONSIDÉRANT** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement PISCINES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE,

- dont le siège social est situé à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE\_sise 50, place ZEUS CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2

- est représenté par Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE,

- représenté, par délégation, par Monsieur MESSONNIER Jean Luc, en qualité de Vice-président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et Président de la Commission des Sports,

- dont les entités concernées sont :

Piscine Centre Nautique Neptune, située Avenue Heidelberg à Montpellier 34080, Quartier Mosson, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont LP 5, 9, 10 et 12.

Piscine Olympique Antigone, située 195 Avenue Jacques Cartier à Montpellier 34000, Quartier Antigone, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est HI 407.

Piscine Marcel Spilliaert, située 154 Rue Camille Desmoulins à Montpellier 34000, Quartier Chamberte, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est IT 134.

Piscine Jean Taris, située 67 Rue Louise Michel à Montpellier 34000, Quartier de la Pompignane, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est CS 203.

Piscine Jean Vivès, située 1933 Avenue de Maurin à Montpellier 34000, Quartier Croix d'argent, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est ER 451.

Piscine Suzanne Berlioux, située Rue Métairie de Sayssset à Montpellier 34000, Quartier Près d'arènes, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est DO 135.

Piscine Alfred Nakache, située 237 Route de Vauguières à Montpellier 34000, Quartier Millénaire, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est DL 457.

Piscine Pitot, située 40 Allée Jean Raymond à Montpellier 34000, Quartier Centre, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est BX 439.

ci-après désigné « l'Établissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Piscine collective, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé :

Entité	Point de rejet
Centre Nautique Neptune	Avenue Heidelberg
Olympique Antigone	195 Avenue Jacques Cartier
Marcel Spilliaert	154 Rue Camille Desmoulins
Jean Taris	67 Rue Louise Michel
Jean Vivès	1933 Avenue de Maurin
Suzanne Berlioux	Rue Métairie de Sayssset
Alfred Nakache	237 Route de Vauguières
Pitot	40 Allée Jean Raymond

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

**Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement PISCINES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

**Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement PISCINES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

**Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement PISCINES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement PISCINES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement PISCINES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

**6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

**Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES****7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

**7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques  
de l'Établissement PISCINE HERACLES M3M dans le système de  
collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux  
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'établissement PISCINE HERACLES;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente;
- **Vu** l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement PISCINE HERACLES M3M doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement PISCINE HERACLES M3M, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement PISCINE HERACLES M3M désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement PISCINE HERACLES M3M, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement PISCINE HERACLES M3M de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement PISCINE HERACLES M3M sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.



## **LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement PISCINE ALEX JANY M3M dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'établissement PISCINE ALEX JANY ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- **Vu** l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement PISCINE ALEX JANY M3M doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.



L'Établissement PISCINE ALEX JANY M3M s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement PISCINE ALEX JANY M3M, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement PISCINE ALEX JANY M3M de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement PISCINE ALEX JANY M3M sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-170
<b>Transmis en Préfecture le</b>	22/08/17
<b>Affiché le</b>	22/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170822- lmc1146882-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement PISCINE NEREIDES M3M,

- dont le siège social est situé à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE\_sise 50, place ZEUS CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2

- est représenté par Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE,

- représenté, par délégation, par Monsieur MESSONNIER Jean Luc, en qualité de Vice-président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et Président de la Commission des Sports,

L'Établissement PISCINE NEREIDES M3M

- est situé Chemin des Courrèges à LATTES 34970,

- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est DW 378,

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Piscine collective, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Chemin des Courrèges à LATTES 34970.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement de l'eau (qualité eau de baignade)
- Lavage des équipements de filtration

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

<b>Autres contraintes réglementaires dont :</b>
Article D 1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PISCINE NEREIDES M3M devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement PISCINE NEREIDES M3M et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement PISCINE NEREIDES M3M s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-171
<b>Transmis en Préfecture le</b>	22/08/17
<b>Affiché le</b>	22/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170822- lmc1146902-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017.  
Mme J. GALABRUN-BOULBÈS

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-187
<b>Transmis en Préfecture le</b>	25/08/17
<b>Affiché le</b>	25/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170825- lmc1147232-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 25/08/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement UNITE DE METHANISATION AMETYST,

- situé au 230 rue Raymond Recouly – ZAC Garosud – CS 80040 à Montpellier 34 078 Cedex 3,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OE 198,

- géré par Délégation de Services Publics par la Société AMETYST (Société NOVERGIE) représenté par Monsieur Alain ROGARI, en qualité de Président de la Société AMETYST, ci-après désigné « l'Établissement »,

**Cet arrêté fait suite à l'arrêté n°2014-7 notifié le 09/10/2014.**

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Tri Mécano Biologique - Méthanisation, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 230 rue Raymond Recouly – ZAC Garosud – CS 80040 à Montpellier 34 078

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Tri Mécano Biologique,
- Méthanisation,
- Compostage,
- traitement des rejets aqueux.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 501 717 615 00022
- Code NAF : 751 A

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Capacité	Régime
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockages fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 40 000 m <sup>3</sup>	Poste de distribution FOD Volume annuel distribué : 80 m <sup>3</sup>	Non classé
1630	Emploi ou stockage d'acide sulfurique à Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	Stockage : quantité < 10 tonnes d'acide sulfurique	Non classé
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Réception préparation et tri de déchets ménagers résiduels (OM) et des bio déchets. Fosse OM (hall 4) : 2500 m <sup>2</sup> + 1000 m <sup>2</sup> de manière exceptionnelle	Autorisation (1 km)

2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	Surpresseur de biogaz : 20 kw 4 pompes : 4 x 1,5 kw puissance totale : 26 kw	Non classé
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : traitement biologique prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération traitement du laitier et des cendres traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants <i>Nota.</i> - lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour.	Capacité supérieure à 75 tonnes /jour	Autorisation (3 km)
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Stockage de 1 tonne d'hypochlorite de sodium à 48° (13% Cl) Produit de toxicité aquatique aiguë 1 [H400]	Non Classé
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappes ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :	Cuve enterrée de GNR double enveloppe de 10 m <sup>3</sup>	Non Classé

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)



En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-188
<b>Transmis en Préfecture le</b>	22/08/17
<b>Affiché le</b>	22/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170822-lmc1147247-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/08/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- faire intervenir un homme de l'art pour vérifier la solidité des planchers, l'état de la toiture, l'état général des façades, la mise aux normes électriques, l'accès à la cave de gauche.

**ARTICLE 2 :** Faute pour le syndicat des copropriétaires représenté par l'administrateur provisoire et les copropriétaires mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

**ARTICLE 3 :** Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, le logement du 1<sup>er</sup> étage devra être entièrement évacué par ses occupants, immédiatement, avec interdiction d'occupation du 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étage ainsi que la cour intérieure au rez-de-chaussée. Cette interdiction d'habiter est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

**ARTICLE 4 :** Les propriétaires devront avoir informés les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants en application des articles L 521-1 et L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, sans délai.  
A défaut, pour les propriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire d'éventuels occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais du propriétaire.

**ARTICLE 5 :** Les propriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L 521-1 à L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.  
Le non-respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L 511-6 ainsi que par les articles L 521-4 et L 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 6 :** Si le syndicat des copropriétaires et les copropriétaires mentionnés à l'article 1, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le syndicat des copropriétaires et les copropriétaires, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté est transmis au Préfet du département de l'Hérault.

**ARTICLE 9 :** Le présent arrêté est transmis au Président du Conseil Départemental de l'Hérault, à la Caisse d'allocations familiales, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du département, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et au Centre Communal d'Action Sociale.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-206
<b>Transmis en Préfecture le</b>	03/08/17
<b>Affiché le</b>	09/08/2017
<b>Notifié le</b>	09/08/17
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170803-lmc1147341-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/08/2017

M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- **CONSIDÉRANT** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **CONSIDÉRANT** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON BAILLARGUES,

- dont le siège social est situé au 82 Avenue Jean Baptiste Calvignac, Zone d'Activité La Biste, à Baillargues 34670,

- est représenté par Monsieur WILMS Frédéric, en qualité de Chef d'agence,

L'Établissement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON BAILLARGUES

- est situé au 82 Avenue Jean Baptiste Calvignac, Zone d'Activité La Biste, à Baillargues 34670,

- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AM 324, ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques (considérées assimilées domestiques sous condition du respect des prescriptions techniques précisées en annexe du présent arrêté), issues des activités de : Travaux Publics, Construction de routes et d'autoroutes, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 82 Avenue Jean Baptiste Calvignac, Zone d'Activité La Biste, à Baillargues 34670.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire d'épreuve et d'essai,
- Ateliers et locaux techniques,
- Piste de lavage,
- Zone de stockage.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 428 613 525 00024
- Code NAF ou APE : 4211 Z

L'Établissement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON BAILLARGUES abrite dans ses locaux deux entreprises locataires, à savoir :

#### 1) SIGNATURE GROUP

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Peinture routière,
- Stockage de peintures.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 968 502 377 00367
- Code NAF ou APE : 4211 Z

#### 2) EUROVIA MANAGEMENT Laboratoire Sud dont l'activité :

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire d'épreuve et d'essai.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 409 526 167 00 245
- Code NAF ou APE : 4211Z

L'Établissement EUROVIA LANGUEDOC-ROUSSILLON BAILLARGUES (y compris ses filiales sur site) n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

En contrepartie du service rendu, l'Établissement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON BAILLARGUES, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, a n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique et respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique (Cf. annexe4) serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON BAILLARGUES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON BAILLARGUES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON BAILLARGUES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON BAILLARGUES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement NORAUTO Saint Jean De Védas dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement NORAUTO Saint Jean de Védas;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente;
- **Vu** l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

**Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS****2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement NORAUTO SAINT JEAN DE VEDAS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

**2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement NORAUTO SAINT JEAN DE VEDAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, En contrepartie du service rendu, l'Établissement NORAUTO SAINT JEAN DE VEDAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, a n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

En effet la qualité des rejets de l'Établissement NORAUTO SAINT JEAN DE VEDAS sont assimilés à des rejets domestiques.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

**Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement NORAUTO SAINT JEAN DE VEDAS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.



Une réunion entre l'Établissement NORAUTO SAINT JEAN DE VEDAS, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement NORAUTO Saint Jean de Védas sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Délégation de signature à Madame Véronique PEREZ, Conseillère déléguée au Tourisme**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n° 14772 du Conseil du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2015-197 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des Relations internationales, du Tourisme et des parcs d'activité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2016-65.

**ARTICLE 2 :** Madame Véronique PEREZ, Conseillère métropolitaine, est déléguée au tourisme auprès de Monsieur Gilbert PASTOR, 4<sup>ème</sup> Vice-Président délégué aux Relations internationales, au Tourisme et aux parcs d'activité.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 2, une délégation de signature est attribuée à Madame Véronique PEREZ.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°2**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Délégation de signature relative au Département Culture et Sport**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU le Code de Procédure Pénale et notamment ses articles 52, 52-1, 85, 418, 419 et 706-42,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- VU l'arrêté n°A2017-186 portant délégation de signature concernant le Département Culture et Sport,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2017-186 du 31 juillet 2017 portant délégation de signature concernant le Département Culture et Sport est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Le Département Culture et Sport est composé de la manière suivante :

- Le Pôle Jeunesse et Sports,
- La Direction de la Culture (DC).

Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général Adjoint en charge du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son Département à l'exception des dépôts de plainte ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Mme Christel CELIE, Directrice de Projet pôle Jeunesse et Sports.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO et de Mme Christel CELIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-2** : Monsieur Mathieu FONTENEAU, Responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Mme Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Mme Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-3** : Monsieur Laurent VIOLEAU, Responsable du service Réseau des Piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Mme Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Madame Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-4** : Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Frédéric MICHOLET, pour la piscine olympique d'Antigone,
- Monsieur Pascal CAPRON et en son absence Madame Laetitia MELLET, pour le centre nautique Neptune,
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Spilliaert,
- Monsieur SZABO, pour la piscine Amphitrite,
- Monsieur Luc BESNARD, pour la piscine Jany,
- Madame Florence PONTHER, pour les piscines Pitot et Caron,
- Monsieur Gwenaél LE HENAFF, pour la piscine Nakache,
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Vivès,
- Madame Françoise MOURGUES, pour la piscine Berlioux,
- Monsieur Paul ALCAYDE, pour la piscine Taris,
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides,
- Madame Nathalie BOURGEAT pour la piscine Poseidon
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette,
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU, et à défaut à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, pour le service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-2 :** Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et de Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, de Madame Florence MOUSSET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-3 :** Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur des médiathèques et du livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité (Réseau des médiathèques et Comédie du Livre) :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT, Directrice adjointe. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN et de Madame Sylvie ROBERT, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX, Responsable administratif du réseau des médiathèques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT et de Madame Laure FELIX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT, Madame Laure FELIX et de Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT, Madame Laure FELIX, de Madame Valérie SERRE-RAUZET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-4 :** Monsieur Michel HILAIRE, Directeur du musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX,
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT,
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Sarah LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI,
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne DINTRANS-HOLMES. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS,
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle CREMA,
- pour la médiathèque William Shakespeare, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MOURIES,
- pour la médiathèque La Gare, Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA,
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS,
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN,
- pour la médiathèque Aimé Césaire, Monsieur Charles AMICO. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Florence SIRO-LUSSAGNET,
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Emmanuel CALLANT,
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ,
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL,
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame France DESANGES,

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Marion LORIUS, Monsieur Sylvain FRANCESCHI, Monsieur Benoît FLAUD, Madame Laure FELIX et Monsieur Loïc GOURIE.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant modification des membres du Comité Technique

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections de mars 2014,
- Vu la délibération du Conseil de communauté n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu l'arrêté n°A2017-88 du 4 mai 2017 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 4 décembre 2014,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n° A2017-88 du 4 mai 2017 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

#### *Comité Technique*

#### **Représentants de l'administration**

##### **Titulaires**

Mme Régine ILLAIRE, Présidente,  
M. Abdi EL KANDOUSSI,  
Titulaire

#### **Représentants du personnel**

##### **Titulaires**

M. Mohamed CHEBLI, Titulaire – UNSA  
M. Antony FERNANDEZ, Titulaire - UNSA  
Mme Christel BALLUET-QUINTANA, Titulaire - UNSA





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant modifications des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le décret 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics modifiés ;
- VU le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié ;
- VU le renouvellement du Conseil suite aux élections de mars 2014,
- VU l'élection municipale partielle de la commune de Pignan en date du 31 mai 2015,
- VU la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015,
- VU le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 4 décembre 2014,
- VU l'arrêté n° A2017-39 du 24 mars 2017 portant composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole,

### ARRETE :

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n° A2017-39 du 24 mars 2017 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Sont désignés en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole relevant du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail placé auprès de l'administration les membres ci-après :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
Mme Régine ILLAIRE, Présidente	Mme Jacqueline GALABRUN-BOULBES
Mme Rosy BUONO	M. Jérémie MALEK
M. Guy BARRAL	Mme Eliane LLORET
M. Abdi EL KANDOUSSI	M. Thierry BREYSSE
M. Christian FINA	M. Yves NURIT
M. Jean-Claude HEMAIN	M. Marc DANIEL



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols "Changement de véhicule " - Autorisation de stationner n° 9

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Vedas "Changement de véhicule" - Autorisation n° 1**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant retrait de la délégation de signature à M Joël RAYMOND

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-9 et L.5211-10 et L.2122-18,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté de délégation de signature n°A2015-27 du 29 janvier 2015 attribué à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique auprès de Madame Chantal MARION,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°A2015-27 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-223
<b>Transmis en Préfecture le</b>	17/08/17
<b>Affiché le</b>	17/08/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170817-lmc1147906-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

solutions réparatrices possibles sur la structure, évaluations chiffrées et indication de présence possible ou non des occupants durant les travaux.

- 3) Réaliser les travaux de réparations prescrits par le bureau d'études en respectant les règles de l'art et accompagné d'un maître d'œuvre qualifié.

## **ARTICLE 2**

Compte tenu du danger encouru, **le périmètre de sécurité et l'interdiction d'habiter seront maintenus.**

## **ARTICLE 3**

Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 511-6 ainsi que par les articles L. 521-4 et L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

## **ARTICLE 4**

Faute pour le propriétaire mentionné à l'article 1 d'avoir réalisé les travaux prescrits au même article et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants droit.

La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la Métropole de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

Le propriétaire mentionné à l'article 1, ou ses ayants droit, tient à disposition des services de la mairie tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire mentionné à l'article 1. Il sera également notifié aux occupants de l'immeuble.

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble.

## **ARTICLE 6**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale pour l'amélioration de l'Habitat.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-224
<b>Transmis en Préfecture le</b>	07/09/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170907-lmc1148093-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté portant ouverture d'une sélection professionnelle d'intégration aux grades d'Attaché, d'Attaché de conservation du patrimoine et d'Ingénieur territorial.**

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- VU la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- VU la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,
- VU le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
- VU le décret n°91-843 du 2 septembre 1991 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine,
- VU le décret n° 2016-201 du 26 janvier 2016, portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,
- VU le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- VU le décret n°2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents,
- VU l'avis favorable du comité technique du 10 novembre 2016,
- VU la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 14 décembre 2016,

**Considérant** que Montpellier Méditerranée Métropole organise une sélection professionnelle pour les grades d'attaché, d'attaché de conservation du patrimoine et d'ingénieur territorial,

**ARTICLE 3 : Convocations et audition des candidats**

Les candidats, dont la candidature est déclarée recevable par l'autorité territoriale, seront convoqués par écrit et par courrier leur précisant leur horaire de passage.  
Les dates et heures de convocation ne sont pas modifiables, quel que soit le motif.

En cas d'absence, le candidat devra s'inscrire à une éventuelle prochaine session.  
Les candidats ne peuvent s'inscrire qu'à une seule session par an pour l'accès au grade correspondant aux missions qu'ils exercent et déterminé par leur employeur.

**ARTICLE 4 : Composition de la commission de la sélection professionnelle**

Cette commission est composée de 3 membres :

- Madame Dany GABAUDAN, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente déléguée aux Ressources Humaines ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement.
- Monsieur Domitien DETRIE, fonctionnaire au grade d'Administrateur Territorial.

La commission est chargée de :

- **Se prononcer sur l'aptitude des agents à être intégré** dans un grade de la Fonction Publique Territoriale en qualité de stagiaire, tel que défini par l'employeur de l'agent contractuel.
- **A partir d'un dossier et après audition des agents** (entretien de 30 minutes dont 10 minutes de présentation pour les grades relevant de la catégorie A).

La commission délibèrera dans la limite du nombre d'emplois ouverts prévus au Programme Pluriannuel arrêté par l'organe délibérant pour l'accès au grade concerné.

**ARTICLE 5 : Dates des sessions et intitulés des emplois ouverts**

Les auditions se dérouleront au siège de Montpellier Méditerranée Métropole – 50 place Zeus – 34961 Montpellier le **mardi 17 octobre à partir de 9 h** pour les emplois suivants :

L'emploi suivant est ouvert dans le grade d'attaché territorial :

- Chargé de mission logement, habitat, cadre de vie

L'emploi suivant est ouvert dans le grade d'attaché de conservation du patrimoine :

- Régisseur des œuvres.

Les emplois suivants sont ouverts dans le grade d'ingénieur :

- Chef de projet Plan Climat à la DUH,
- Conseiller entreprise innovante au sein du BIC.

**Article 6 : Liste des candidats aptes à être intégrés**

À l'issue de chacune des sessions de sélection de recrutement du grade du cadre d'emplois d'attaché territorial, la commission dressera, par ordre alphabétique, la liste des candidats aptes à être intégrés en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

Montpellier Méditerranée Métropole procèdera à l'affichage de cette liste dans ses locaux et la publiera également sur son site internet.

L'autorité territoriale de Montpellier Méditerranée Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté portant mise à jour du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Montaud**

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R.151-51, R.153-18 ;
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9, R.562-1 à R.562-11 ;
- VU le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Montaud approuvé le 14 juin 2001 et modifié le 17 septembre 2004 ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Décret 2014-1605 en date du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2017-07-08664 en date du 19 juillet 2017 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) de la commune de Montaud ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Montaud est mis à jour pour reporter en annexe le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) approuvé.

**ARTICLE 2 :** Le POS mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Montaud (Place de l'Eglise - 34160 Montaud) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montaud.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Montaud sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.





## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté portant délégation de signature pour le Département SPET**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** l'arrêté n°A2017-92 du 25 avril 2017 portant délégation de signature pour le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET),

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2017-92 du 25 avril 2017 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé de :

- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) ;
- La Direction des Mobilités (DM) ;
- La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ;
- La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) ;
- La Direction de l'Action Territoriale (DAT).

Monsieur Jean Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Denis CRETIER, Responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, Chef de service adjoint, Responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Arnaud BURTIN, Responsable du service Etudes voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-4 :** Monsieur David AUPERT, Responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière :
  - P délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-7 :** Monsieur Thomas Comte responsable des réseaux structurants, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les actes relevant de son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - P délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant des voies métropolitaines transférées par le Conseil départemental de l'Hérault.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas Comte, les délégations ci-dessus sont accordées à son adjoint, Monsieur Olivier Richard.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas Comte et de Monsieur Olivier Richard, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas Comte, de Monsieur Olivier Richard et de Monsieur Thierry Alis, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4 :** La Direction des Mobilités (DM) est composée des services :

- Exploitation des services de déplacement ;
- Gestion multimodale des déplacements.

Monsieur Karim OUNOUGH, Directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5 :** La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services :

- Tri et valorisation des Déchets ;
- Collecte et nettoyage ;
- Régie de collecte ;
- Ressources transversales.

Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-1 :** Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6 :** La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services :

- Gestion intégrée de l'eau ;
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Maîtrise du service public ;
- Risques pluvial et inondation ;
- Service administratif et financier.

Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS et de Madame Laurence BURGAUD, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-1 :** Monsieur Arnaud VESTIER, Responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-5 :** Madame Christine PELLEGRINI, Responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 7 :** La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange ;
- Pôle territorial Littoral ;
- Pôle territorial Piémont et Garrigues ;
- Pôle territorial Plaine ouest ;
- Pôle territorial Vallée du Lez.

Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR pour ce qui concerne le pôle territorial Cadoule et Bérange, Monsieur Eric LAUER pour ce qui concerne le pôle territorial Littoral, Monsieur Philippe MAUGER pour ce qui concerne le pôle territorial Piémont et Garrigues, Monsieur Pierre DABOSI pour ce qui concerne le pôle territorial Plaine ouest et Monsieur David TOURNIER pour ce qui concerne le pôle territorial Vallée du Lez.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, Monsieur Eric LAUER, Monsieur Philippe MAUGER, Monsieur Pierre DABOSI, Monsieur David TOURNIER chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-1 :** Monsieur Simon BIRR, Responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :

**ARTICLE 7-4 :** Monsieur Pierre DABOSI, Responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-5 :** Monsieur David TOURNIER, Responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics, et accords-cadres délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 8 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R.151-51, R.153-18 ;
- VU le Code du patrimoine, notamment les articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-58 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Clapiers approuvé le 24 janvier 2013, mis à jour le 27 mai 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, mis à jour le 07 mars 2014, mis en compatibilité le 15 décembre 2014, modifié le 29 juin 2015, modifié le 28 septembre 2016, modifié le 24 novembre 2016 ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le décret 2014-1605 en date du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 2015 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ancien cinéma expérimental « Panrama » à Clapiers ;
- VU l'arrêté préfectoral n°106187 en date du 23 décembre 2015 déclarant d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du captage des Méjanel implanté sur la commune de Saint Clément de Rivière ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2016 portant modification du périmètre de protection du clocher-mur de l'église protégé au titre des monuments historiques sur le territoire de la commune de Clapiers ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Clapiers est mis à jour pour reporter en annexe au titre des servitudes d'utilité publique:

- les périmètres de protection au titre des abords des monuments historiques « ancien cinéma expérimental « Panrama » et « clocher-mur de l'église »,
- les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du captage des Méjanel.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Clapiers (5 Grand-rue Marie Lacroix 34830 Clapiers) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Clapiers.





## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°21 - Présentation d'un successeur à titre onéreux**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

<b>Arrêté n°</b>	A2017-233
<b>Transmis en Préfecture le</b>	30/08/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	01/09/17
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170830- lmc1148526-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/08/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE 2**

Faute pour le propriétaire mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais du propriétaire, ou à ceux de ses ayants droit.

**ARTICLE 3**

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, l'habitation devra être entièrement évacuée par ses occupants. Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

**ARTICLE 4**

Le propriétaire doit avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants en application des articles L 521-1 et L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, sans délai.

A défaut, pour le propriétaire d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais du propriétaire.

**ARTICLE 5**

Le propriétaire est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles

L 521-1 à L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le non-respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L 511-6 ainsi que par les articles L 521-4 et L 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 6**

Si le propriétaire ou ses ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le propriétaire tient à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

**ARTICLE 8**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

<b>Arrêté n°</b>	A2017-235
<b>Transmis en Préfecture le</b>	07/09/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170907-lmc1148674-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- Faire appel à un professionnel pour produire les résultats d'un examen complet de la façade arrière en saillie (parcelle BZ 635).

Puis dans un délai de **6 mois**, régler le point qui concerne la propriété des parties de façade incriminées et prendre les mesures suivantes :

- Faire réaliser les réparations préconisées par l'étude précédente en respectant les règles de l'art et les règles d'urbanisme.

**ARTICLE 2 :** Faute pour le syndicat de propriétaires, le syndic le représentant et les propriétaires ou leurs ayants droit mentionné à l'article 1, d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais du syndicat et des propriétaires ou à ceux de leurs ayants droit.

La créance résultant de ces travaux est récupérable comme en matière de contributions directes.

**ARTICLE 3 :** Si les propriétaires mentionnés à l'article 1 ou leurs ayant droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger ou menace, le Président de la Métropole en prend acte après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la Métropole. Les propriétaires tiennent à la disposition des Services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 et sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté est transmis au préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

<b>Arrêté n°</b>	A2017-236
<b>Transmis en Préfecture le</b>	07/09/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170907- lmc1148681-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain du 13/05/2015, n°A2015-92 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Sylvain Sauvage**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule.

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 13/05/2015, n°A2015-92 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Sylvain Sauvage**, né le 22 septembre 1972 à **Longjumeau (Essonne)**, domicilié au **212 chemin de la Roquette à Villevieille (30 250)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **SCENIC** immatriculé **EP-705-HR**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **18**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-237
<b>Transmis en Préfecture le</b>	07/09/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170907- lmc1148700-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Les observations peuvent également être adressées par écrit à « Madame Le Commissaire-Enquêteur - Montpellier Méditerranée Métropole – DFAO service Domainialité Publique - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2.

**ARTICLE 4 :** Madame Patricia LHERMET, commissaire-enquêteur désigné, recevra les observations du public en mairie de Montpellier :

- Mardi 07 novembre 2017, de 9h00 à 12h00 ;
- et Vendredi 17 novembre 2017, de 14h00 à 17h00.

**ARTICLE 5 :** A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos et signés par Monsieur le Maire de Montpellier, et paraphés et signés par Madame le Commissaire-Enquêteur, qui disposera d'un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier avec son rapport qui fera état de ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

**ARTICLE 6 :** Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département.

Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, il sera procédé à l'affichage du présent arrêté au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, et en mairie de Montpellier, ainsi que sur le terrain concerné. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité par un certificat de M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 7 :** Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Montpellier, Madame le Commissaire-Enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-242
<b>Transmis en Préfecture le</b>	26/09/17
<b>Affiché le</b>	26/09/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170926-lmc1149143-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifié sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté relatif à la C.D.A.C. du 15 septembre 2017 à 11h30

- VU l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- VU la convocation adressé par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le vendredi 15 septembre 2017, à 11h30.

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégations de fonction sont accordées à Monsieur Guy BARRAL Conseiller Métropolitain, et à Madame Régine ILLAIRE Conseillère Métropolitaine, pour siéger et voter le vendredi 15 septembre 2017 à 11h30 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault, qui se réunira en Préfecture de l'Hérault, Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, pour l'examen d'un projet de création d'un ensemble commercial en pied d'immeubles de 2 363 m<sup>2</sup> de surface de vente, composé de 8 boutiques de 862 m<sup>2</sup> de surface de vente, ainsi que d'une moyenne surface à prédominance alimentaire de 1 500 m<sup>2</sup>, situé ZAC du Nouveau Saint Roch, rue du Grand Saint Jean « Ilôt IV » à Montpellier (34).

**ARTICLE 2 :** Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président.

**ARTICLE 3 :** Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2017-245
Transmis en Préfecture le	14/09/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170914-lmc1149312-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 14/09/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 3 :** La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services :

- Coordination des politiques d'exploitation et de gestion ;
- Pôle Territorial de Montpellier ;
- Etudes voiries urbaines ;
- Pluvial urbain ;
- Eclairage public ;
- Etudes et conduites d'opérations voiries interurbaines.

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service de Coordination des politiques d'exploitation et de gestion, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-1 :** Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service de Coordination des politiques d'exploitation et de gestion, Adjoint au Directeur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de M. Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.



- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-5 :** Monsieur Nicolas MARSAC, Responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-6 :** Monsieur Stéphane PIC, Responsable du service Etudes et conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, Directrice Adjointe et à Monsieur Gilles LAVAUD, Directeur Adjoint pour ce qui relève de son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sandrine UGUEN ou de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4-1 :** Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Gilles LAVAUD, Responsable du service Gestion Multimodale des Déplacements, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain HURARD.

**ARTICLE 5-2** : Madame Céline FERRANDO, Responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-3** : Monsieur Yann EVEN, Responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-4** : Monsieur Edgard ALEXANDRE, Responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

**ARTICLE 6-2** : Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-3** : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-4** : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, Responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-2 :** Monsieur Eric LAUER, Responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-3 :** Monsieur Philippe MAUGER, Responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT,

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-246
<b>Transmis en Préfecture le</b>	
<b>Affiché le</b>	07/09/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	

Fait à Montpellier, le 07/09/2017  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

l'urbanisation la zone AU0 située à l'entrée du village et conforter le pôle économique de la ZAC Cantausse,

**ARTICLE 2 :** Par décision n°E17000133/34 en date du 04 août 2017, M. Bernard CORDIER, directeur général des services de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Saint-Brès (14 Place de la Ramade - 34670 SAINT-BRES) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Saint-Brès, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h,
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : «M. le commissaire enquêteur - projet de modification n°1 du PLU de Saint-Brès - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : [saintbresm1@montpellier3m.fr](mailto:saintbresm1@montpellier3m.fr)

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante: <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

**ARTICLE 4 :** Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Saint-Brès (14 Place de la Ramade - 34670 SAINT-BRES), salle de réunion :

- le lundi 23 octobre 2017 de 9 h à 12 h ;
- le mardi 7 novembre de 9 h à 12 h ;
- le vendredi 17 novembre 15 h à 18 h.

**ARTICLE 5 :** Au vu des articles L.104-2, R.104-1 à R.104-2 et R.104-8 à R.104-14 du Code de l'urbanisme et de la nature des évolutions projetées, le projet de modification n°1 du PLU de Saint Brès n'est pas soumis à évaluation environnementale. Le dossier d'enquête comporte cependant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête.

**ARTICLE 10 :** Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

**ARTICLE 11 :** A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°1 du PLU de Saint-Brès, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

**ARTICLE 12 :** M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Saint-Brès et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-247
<b>Transmis en Préfecture le</b>	14/09/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170914-lmc1149368-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 14/09/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



du village et modifier à la marge l'emprise constructible de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) du Renard.

**ARTICLE 2 :** Par décision n°E17000153/34 en date du 04/09/2017, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné M. Bernard COMMANDRE, ingénieur des TPE, retraité, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Claude ROUVIERE, ingénieur, retraité, en qualité de commissaire enquêteur suppléant, en vue de procéder à l'enquête publique.

**ARTICLE 3 :** Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Beaulieu (Place de la Mairie - 34160 BEAULIEU) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet:

- à la Mairie de Beaulieu, les lundis et mardis de 10h à 12h et de 14h à 18h30 ; les jeudis et vendredis de 9h à 12h et de 14h à 18h30 et les mercredis de 10h à 12h ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : «M. le commissaire enquêteur - projet de révision allégée n°2 du PLU de Beaulieu - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : [beaulieuRA2@montpellier3m.fr](mailto:beaulieuRA2@montpellier3m.fr)

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante: <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

**ARTICLE 4 :** Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Beaulieu (Place de la Mairie - 34160 BEAULIEU) :

- le mardi 31 octobre 2017 de 14h à 17h ;
- le vendredi 10 novembre 2017 de 9h à 12h ;
- le lundi 13 novembre 2017 de 14h à 17h.

**ARTICLE 5 :** A la suite de la demande d'examen au cas par cas du projet de révision allégée sollicitée le 16/12/16 conformément au Code de l'urbanisme, la mission régionale d'autorité environnementale a considéré que le projet n'était pas soumis à évaluation environnementale. Le rapport de présentation comporte cependant une analyse de l'état initial du site et des incidences du projet sur l'environnement.

**ARTICLE 11 :** A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n°2 du PLU de Beaulieu, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

**ARTICLE 12 :** M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Beaulieu et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-251
<b>Transmis en Préfecture le</b>	28/09/17
<b>Affiché le</b>	29/09/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170927- lmc1149903-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/09/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE IV – SOMMAIRE  
CERTIFICAT D’AFFICHAGE – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

TITRE	PAGES
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société REAL IMMO PROMOTION	460
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et GGL AMENAGEMENT	461
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS GGL GROUPE	462
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société OCEANIS	463



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et GGL aménagement dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires pour la réalisation d’un lotissement de 13 lots sur l’avenue de l’Agau à Lattes a été affichée du 13 juillet 2017 au 13 août 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

5 SEP. 2017

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Océanis dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles AC n°15, 16, 17, 149, 151, 191, 195, 204, 209, 210 et AC 266 de part et d’autre de la Route Impériale à Baillargues a été affichée du 18 juillet 2017 au 18 août 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

5 SEP. 2017

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole